

tribune

PSU

socialiste



**QUAND
MONTE
LA COLERE**

• **BRETAGNE**

*Péder nec,
paysans, etc.*

• **LIP** : *qu'est-ce
qui fait courir
la CGT ?*

• **DÉBAT**

*Le Garrec-
Chevènement*

• **SOLJENITSYNE**

*le droit
à la différence*

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Calendrier Politique

● 23 au 26 fév. Bièvres (Essonne) :
colloque international sur l'expérience
tchécoslovaque et les problèmes du
socialisme.

● 23 fév. Givors (69) : 18 h à 23 h, sal-
le Joseph-Faure, rue J.-Faure : meeting-
débat du Comité Français - Immigrés
(films, photos, exposition, casse-croû-
te). « Peuples en lutte » — Soutien UL-
CFDT, PSU, FR, Rouge.

● 23 fév. Lyon (69) : 14 h : débat sur
l'autogestion, avec Gérard Féran et Mi-
chel Fiant.

● 24 fév. Courbevoie (92) : 14 h à 20
heures, MIC, 184, bd Saint-Denis : 6
heures pour le Chili (chants, films, ex-
position, débat).

● 25 fév., 20 h - 44, rue de Rennes,
Paris 6^e : « Les écrivains et les liber-
tés », table ronde réunie à l'occasion
du Colloque Tchécoslovaque (avec Ar-
tur London, Antonin Liehm, Eduard
Goldstücker (Tchécoslovaque) et Gun-
ther Grass, M. A. Macciocchi, Noam
Chomsky, J.-P. Faye, P. Daix, F. Clau-
din, Claude Roy, B. Pingaud, Vercors,
A. Lanoux...

● 23 fév., dès 10 h, Corneilles-en-Par-
isis (95), rassemblement à l'occasion des
« manœuvres anti-guérilla ». Rendez-
vous au stade, Route Stratégique, avec
la Fédération du Val-d'Oise du PSU.

● RECTIFICATIFS

La réunion nationale de la branche
Aéronautique annoncée une première
fois pour le 23 février, est reportée au
9 mars, même heure, 9, rue Borromée,
75015 Paris.

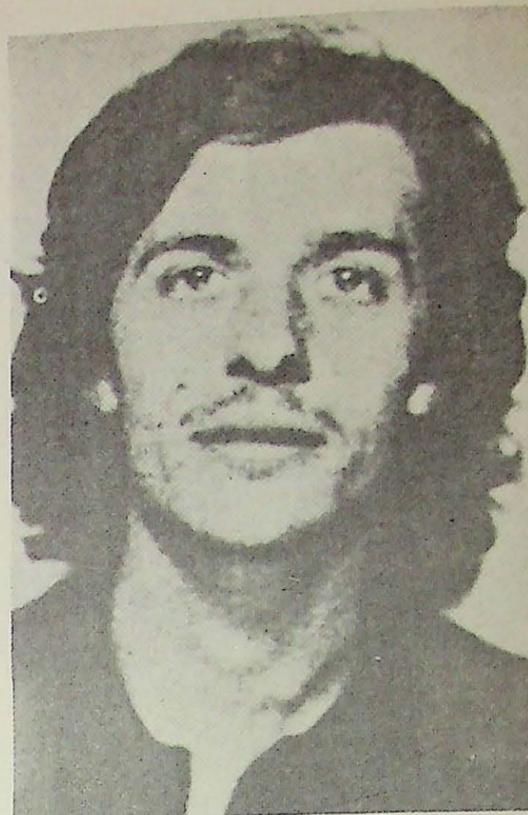
Le week-end « Travailleurs sociaux »,
annoncé pour les 23-24 février, est re-
porté aux 6-7 avril, 9, rue Borromée,
75015 Paris.

A l'heure où ce
journal vous
parviendra,
Puig Antich sera peut-
être mort.

La vie de ce militant
antifranquiste ne dé-
pend plus maintenant
que de la seule volon-
té du monstre froid et
sénile qui règne de-
puis 35' ans sur l'Espa-
gne.

Si Franco commet
ce nouveau crime, qu'il
sache que la révolu-
tion se renforce dans
le sang des martyrs et
que d'autres Puig An-
tich se dresseront en
Espagne.

S'il recule, sachons
bien que sa seule mo-
tivation aura été la
crainte de ne pouvoir
avant longtemps mê-
ler sa voix à celle des
« grands » de l'Euro-
pe.



Dans un cas comme
dans l'autre, souve-
nons-nous que notre
lutte n'a de sens que
dans sa dimension in-
ternationale, et que de
la tiédeur ou de l'ar-
deur de notre propre
combat dépend en par-
tie le sort du combat
des autres.

T.S.

YUGOSLAVIE KRK au printemps

KRK, c'est une île... au nom imprononçable mais ça ne
l'empêche pas d'être belle !

Coupez l'année par une semaine de détente !

Nous avons prévu plusieurs excursions sur terre et sur
mer. Nos amis de KRK nous ont promis de vous montrer
leurs danses folkloriques. Et si le cœur vous en dit, vous
partirez une nuit pour la pêche en mer...

25 MARS - 1^{er} AVRIL : 600 F

- Voyage en avion au départ de Lyon.
- Pension complète en hôtel très confortable (toutes
chambres avec bains).
- Excursions.

Réductions pour enfants : 40 % de 2 à 7 ans
30 % de 7 à 12 ans.

Départ de PARIS : supplément de 30 F.

ARVEL : 12A, boulevard des Brotteaux - 69006 LYON.
Tél. : (78) 52-56-48.

2458 NOUVEAUX ABONNES

jusqu'au 15 mars, prix spécial
de 60 F. Avec en prime le
manifeste du PSU

DECOUVERTE ET CULTURE Loisirs

94, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 PARIS
Tél. : 325-00-09 - 325-00-14

PAQUES 74

ALBANIE : 23-3 au 3-4 - SEJOUR + visites - groupe 30
personnes.

ALGERIE : 23-3 au 3-4 - CIRCUIT - groupe 30 personnes.

CHEVAL : 24-3 au 3-4 - EN PROVENCE - Initiation au
cheval - groupe 10 personnes.

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

Quand monte la colère

LE personnel est prié de ne pas quitter son poste de travail tant qu'il y aura du travail». Cette magnifique note de service a pour auteur M. Doux, patron de choc des abattoirs de Pederneec, dont les travailleurs sont en grève depuis le 4 décembre. Mais elle aurait pu être signée tout autant par un quelconque patron chez Rateau, chez Roussel-Uclaf, chez Cousseau à Cerizay. Elle résume dans son ignoble simplicité le maintien de ce droit féodal du patronat sur les travailleurs. Oui, travaillez tant qu'il y aura du travail, n'importe quand, n'importe comment. Mais l'inverse est vrai aussi. Allez vous faire voir ailleurs si, dans sa souveraine sagesse, votre direction estime, comme chez Rateau ou naguère chez Lip, qu'il faut démanteler et licencier.

dans le rang !

Occupez-vous de vos oignons, vous travailleurs de la terre, vous producteurs de viande, qui découvrez aujourd'hui que votre revenu ne cesse de baisser au moment même où les prix de détail continuent d'augmenter. Taisez-vous paysans travailleurs, puisqu'à Bruxelles votre ministre, M. Chirac, pense et travaille pour vous, tandis qu'à Paris M. Debatte, responsable de la F.N.S.E.A., connaît bien mieux que vous-mêmes quels sont vos problèmes, quels sont vos intérêts. Rentrez dans le rang, peuples de Bretagne, d'Occitanie, de Corse, du Pays Basque. Qu'importe l'exploitation de vos régions, l'étouffement de votre culture, la répression de vos liber-

tés. Sanguinetti est Corse et vous montre la voie de la réussite. Marcellin et Pleven sont Bretons et savent mieux que quiconque ce qu'il faut à votre bonheur.

Et puis aussi, ne savez-vous pas, travailleurs d'Espagne, de France, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie que vous n'avez pas voix au chapitre. Ne comprenez-vous pas que Jobert, Kissinger et Willy Brant, quels que soient les intérêts contradictoires des bourgeois qu'ils représentent, n'ont que faire de ces fonctionnaires, de ces mineurs, de ces paysans, de ces ouvriers, qui ne comprennent rien aux grandes manœuvres diplomatiques et électorales.

Couchez-vous, peuple espagnol. Oubliez Puig Antich, que l'on veut assassiner. Oubliez vos camarades des commissions ouvrières que l'on veut museler. L'ordre règne, entendez-vous. Et s'il ne règne plus, sachez qu'il faut, comme au Chili, le rétablir d'urgence.

Mais voici, messieurs les capitalistes, les patrons, les gouvernants, que le vieux monde, le vôtre, est en train de pourrir. Voici que la liberté fait craquer les charpentes. Voici que de partout monte la colère de tous ceux qui se refusent à n'être que des pions et des esclaves. Vous qui n'avez rien compris à Evian, au Joint Français, à Pechiney, à Lip, à la guerre du lait, sachez qu'au cœur de ces masses paysannes et ouvrières que vous méprisez, l'appel a été entendu, l'espoir est redevenu possible. Et parce qu'aujourd'hui

d'autres formes de combat, de démocratie sont expérimentées, leur colère, notre colère n'est plus simplement révolte.

Vous n'avez pas fini d'en voir des ouvriers occupant leurs usines, contrôlant leur outil de travail. Vous en trouverez de plus en plus des paysans vendant directement leurs produits sans passer par les intermédiaires qui les exploitent. Ceux que vous avez vu se dresser au Chili pour affirmer la dignité et le pouvoir d'un peuple, les Allende, les Enriquez, les Neruda, les Altamirano, vous les retrouvez ailleurs et d'abord ici même dans ce mouvement ouvrier français qui est en train de réapprendre à se battre.

Car cette colère qui monte n'est plus seulement refus, source de marginalisation. Elle est riche d'un projet, celui d'un véritable socialisme, riche de la volonté de créer dans le combat, comme le montrent aujourd'hui de façon encore balbutiante à Guingamp, à Pederneec, paysans et ouvriers, une véritable unité populaire.

leur dignité d'hommes

Il vient aujourd'hui le temps où ceux qui, las de se défendre, ont choisi d'attaquer. Et bientôt naîtra le jour, que nous ferons tout pour rendre proche, où tous ceux que l'on a cherché à ravalier au rang de bétail et de masse de manœuvre affirmeront leur pouvoir et leur dignité d'hommes.

Gérard FERAN

On ne lutte pas
seul dans son coin!
Renforcez le PSU!

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

tribune
PSU
socialiste

un régime
grippé qui
masque son
impuissance
par un surcroît
d'autoritarisme

un système en
crise qui oblige
toutes les forces
en présence à
de déchirantes
révisions

la nécessité
pressante d'imaginer
une autre vie, de
mener d'autres
combats

le PSU doit se
renforcer pour
que triomphe le
socialisme !

ADHÉREZ!



colère et espérances paysannes

FOUGERES, vendredi 15 février : Une partie des FDSEA de l'Ouest invitait leurs adhérents à manifester contre les 7 % d'augmentation des produits agricoles prévus par la commission, cela en annonçant une augmentation des coûts de production (+ 20 %). Revendications : + 12 % ? 17 % ? Marchandage en direction des 7 % ? Arrêt des importations — vœu à retardement ! Moyen d'intervention ? le défilé, quelques heures. Gendarmes mobiles, 1.000 ? bien équipés. Manifestants, 15.000 ? Le retour, le souvenir des contacts pris plusieurs fois en 1973 avec les parlementaires, la préfecture, les résultats ? Les animaux qui attendent pour la vente, les emprunts à court terme demandés début décembre pour « boucher les trous », emprunts non réalisés à ce jour (15 février). De belles paroles de Pompidou : économie.

Il n'y avait plus d'importations de viande, disait un dirigeant, et juste nous apprenions qu'un camion de 20 tonnes venait d'être intercepté pour l'exemple.

Propos démagogiques ? Peut-être paraîtraient-ils comme tels. Si des solutions n'étaient pas recherchées.

des capitalistes ?

Mais avant — et c'est le rôle de tout militant de parti politique — il faut expliquer aux autres catégories de travailleurs quelle est la situation du secteur.

Capitalistes en effet, il en existe de véritables en agriculture, ils sont faciles à reconnaître, certains de leurs salariés le savent, des signes irréfutables les désignent, ils sont le petit nombre. Ce sont des riches. Ils ont eu

La colère paysanne s'exprime à nouveau dans les rues, autour des préfectures et des bâtiments administratifs de la bourgeoisie, française et européenne. Et la colère paysanne trouve en face d'elle les arguments habituels de la bourgeoisie, la matraque et les lacrymogènes. Jean Mallet s'exprime ici en tant que membre du Bureau National du PSU. Mais aussi, et surtout peut-être, en tant que paysan qui a découvert, à travers le combat politique et l'action militante sur sa terre de Vendée, qu'à la colère paysanne correspondait une espérance paysanne. Et qui veut le dire et le crier.

une situation privilégiée au départ, par héritage le plus souvent. D'autres les rejoignent au point de devenir très proches dans leur comportement. Ce qui les caractérise : investissements, agrandissements à tout prix même en écrasant les moins favorisés, privilégiés par la politique de développement sur le plan technique et économique. Aujourd'hui, pourtant, le régime ne leur fait pas de cadeau, à ces alliés du capitalisme. Alliés jusqu'à quand ? Oh ! c'est facile, leur comportement le dira.

Les autres, les plus nombreux, nous ne sommes pas sûrs qu'ils aient un jour tous choisi leur profession, mais ce que l'on peut affirmer, c'est qu'ils ont tous été mis dans l'obligation d'acheter leurs outils de travail, bétail, machines, parfois bâtiments ou la terre. Visés par la politique de développement sournoisement imposée et appliquée, ils sont, à quelques rares exceptions près — exceptions dont on peut trouver les raisons — de très bons professionnels, compétences

techniques, sélections animales, choix des semences ; un de leurs freins, le plus important, vient du régime lui-même et a pour cause l'insécurité du fermier ou le handicap de l'achat foncier, le morcellement. L'isolement, le poids du milieu, le peu de tradition de lutte du secteur agricole n'ont pas préparé ces hommes et ces femmes à l'action syndicale et politique. Victimes du régime capitaliste comme tous les travailleurs, ils sont rarement complices, ils sont aptes à entreprendre des luttes partielles. C'est à partir de ces luttes où le refus de subir est déjà libération, que doit se discuter aujourd'hui avec eux le projet de société.

Camarades, il faut savoir que cela ne se fera pas tout seul et que l'extrême droite fasciste peut profiter des brimades venant des néo-capitalistes pour tenter de séduire ces travailleurs. Il est pourtant des prises de conscience irrévocables plus fortes que tous les pouvoirs, puisque :

— il est possible que 26 hectares de

terre soient répartis par tous les agriculteurs d'une commune à six d'entre eux qui en avaient le plus besoin ;

— il est possible de sauver la situation de Henri Belaud, fermier — son droit au travail, alors que tous les notables s'y opposaient (nous reviendrons bientôt sur ce cas) ;

— il est possible à tous les paysans sans formation comptable classique de calculer le prix de revient et le temps passé par production et ainsi de mener eux-mêmes collectivement leur lutte face au Pouvoir pour une juste rémunération du travail.

Aujourd'hui, comme dans la société où les hommes auront reconquis tous leurs droits, c'est sur le lieu de travail que chacun et chacune développera ses facultés d'organisation, d'exécution, de création.

une autre agriculture

Dans les prochains jours, les militants du PSU (secteur agricole) vont recevoir les premiers éléments d'un travail d'équipe, ils auront à apporter leur contribution sur l'action d'aujourd'hui et jusqu'au projet de société. Quelle timidité nous avons parfois en prononçant ces trois mots ! C'est d'accord, l'autogestion n'est pas totalement réalisable dans ce régime de profit et de hiérarchie. Entre autres les ouvriers de Lip et les ouvrières de Cerizay n'oublieront jamais les semaines d'un travail productif sans chef et sans patron.

Ces exemples prouvent, s'il en était besoin — et nous en avons besoin — que cela est possible. Cela existe aussi en agriculture.

Jean MALLET ■



chez les paysans

● LA SEMAINE PAYSANNE : bientôt le Salon de l'Agriculture ; les paysans vont monter à Paris (ils le font déjà pour vendre eux-mêmes leur production qui ne cesse de se dévaloriser) et les Parisiens eux-mêmes pourront admirer les si belles têtes qui coûtent si cher à la boucherie.

Mais l'aspect bouffon de ce Salon (en tout cas il rapporte sûrement quelque chose à certains) risque d'être troublé par la Semaine paysanne qu'organisent des élèves de l'Agro et l'ITPA. Tous les soirs pendant la semaine du Salon, seront projetés dans des salles de Paris des films suivis de débats, où sont invités paysans et citoyens pour qu'ils communiquent. Espérons que les problèmes épineux seront abordés et la réflexion fructueuse ! Il ne s'agit pas que cette Semaine paysanne se solde comme beaucoup d'autres rencontres de ce genre par des vœux pieux.

● CAMPAGNE D'ACTION NATIONALE : la F.N.S.E.A. a lancé un mot d'ordre d'action revendicative du 15 au 18 février, à l'occasion de la prochaine fixation des prix agricoles à Bruxelles. Combative la FNSEA ? Il faut bien redorer le blason. Le mythe de l'unité syndicale paysanne s'envole, même si Irène Comorèche, secrétaire générale, feint de ne pas y faire attention. La « bataille des prix » n'est pas une fin en soi, même s'il s'agit d'obtenir une juste rémunération du travail, ça ne doit pas être

l'occasion pour certains de faire des super-profits sur le dos des paysans paupérisés et prolétarisés. Nous devons démystifier sans relâche et en toute occasion la mascarade que l'on connaît tous les ans lors des déclarations traditionnelles et lors des « Marathons bruxellois ».

● ECONOMIE DE MONTAGNE :

des élèves de l'IHEDREA (Institut des Hautes Etudes de Droit Rural et d'Economie Agricole) ont organisé au Sénat (les relations ça sert !), le 12 février, un colloque sur l'économie de montagne. Une brochette de personnalités étaient là pour faire tapisserie, mais pas un seul travailleur montagnard. Oh ! si, il y en avait un, M. Biset, vice-président de l'APCA (!). Tout ce beau monde a déversé son trop-plein de débilité, même le très sé-

rieux M. Rambaud, commissaire du gouvernement à la rénovation de la montagne, qui a été on ne peut plus vague sur les intentions réelles de nos gouvernants (on se demande comment il pourrait faire autrement). Duclos, de la FNSEA, s'est félicité de l'action syndicale, unitaire, regrettant seulement le bas niveau de l'IVD. Bien sûr, un promoteur de service était là et a expliqué, assez confusément il est vrai, comment le nombre de vaches augmente quand les paysans sont chassés par les buildings et comment les montagnards colonisés sont promus à des situations envieuses.

Seul, un petit homme, maire d'une modeste commune de la Loire sans ressources (même pas de neige !) raconta l'action menée par tous les habitants de son village. Ceux-ci ont décidé d'animer eux-

mêmes leur cité et d'y faire venir des citadins pour les vacances où tout le monde pourrait communiquer, se connaître et envisager l'avenir d'une façon différente. Il insista en disant que cela n'apportait pas de ressources suffisantes pour arrêter l'exode, mais que c'était tout de même une base d'action commune à approfondir. Bien vite, la parole fut donnée à des personnes plus sages.

Voilà une demi-journée intitulée « colloque », d'où rien ne sortit et où les problèmes ne furent jamais posés d'une façon politique. Il est nettement apparu que l'on se chippait en famille pour faire semblant. Mais dans la tête d'autres élèves de l'IHEDREA trotte une idée qui risque de ne pas plaire à tout le monde...

H. C. ■

● ELECTIONS : on en parle beaucoup en ce moment. Aux Chambres d'Agriculture et à la Mutualité Sociale Agricole, verrons-nous les mêmes têtes !

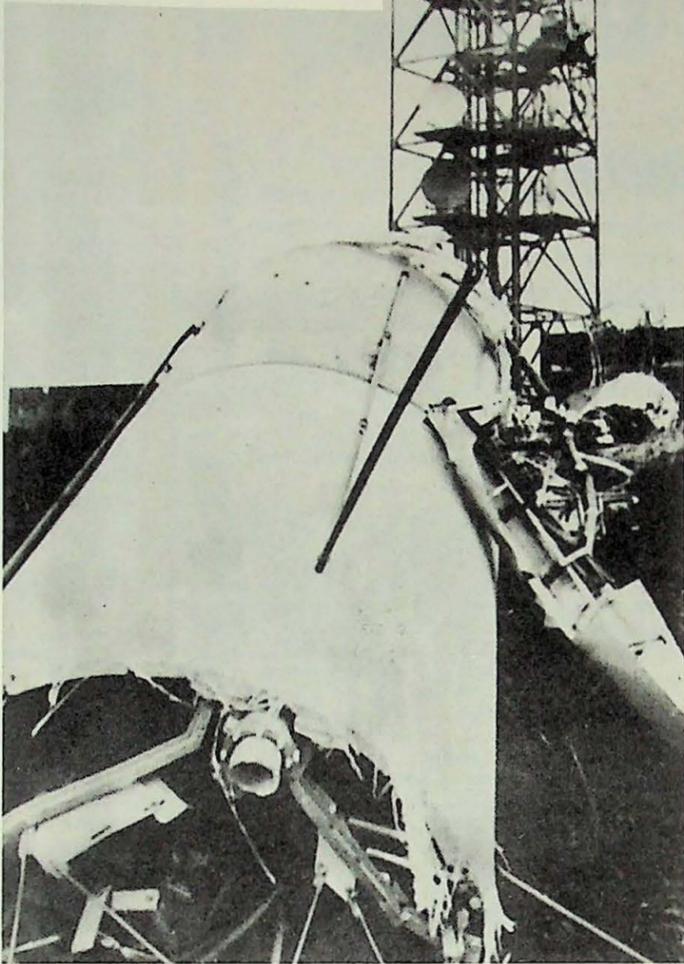
Voulant récupérer le mécontentement général des paysans, la FFA va sans doute lancer une opération poujadiste. De la vigilance, camarades !

S'ils se sentent menacés dans leur pouvoir, les réformistes et la FFA d'extrême-droite auront vite fait de se retrouver main dans la main.

Un dossier sur ces élections va venir, prenez patience !



L'ATTENTAT



Le pylone : « Un million de victimes... »

• *quelles luttes pour la Bretagne ?*



LE PSU a depuis longtemps affirmé la nécessité d'une lutte spécifique des travailleurs bretons qui tous, subissent collectivement, avec une exploitation économique particulièrement dure, l'oppression multiforme de l'Etat français, bourgeois et centralisé.

personnalité collective

La conscience de cette exploitation et de cette oppression s'est considérablement développée en Bretagne ces dernières années et avec elle s'est aussi approfondi et élargi le sentiment

d'une personnalité collective bretonne. Avec d'autres, le PSU, y a pour sa part contribué. C'est que, pour lui, la lutte des minorités ethniques ou nationales est un front important de la lutte des classes. C'est aussi dans cet esprit et dans cette perspective capitale du socialisme autogestionnaire qui est celle du PSU : donner à chacun et à tous les niveaux le maximum de pouvoirs de décision concernant ses propres affaires. C'est dans cet esprit et dans cette perspective que le combat doit constamment être mené en Bretagne.

De ce point de vue, il est clair que ce combat, inséparable de l'internationalisme prolétarien, ne saurait verser dans un nationalisme chauvin. Ce se-

DE ROC TREDUDON

• *pas d'accord !*

ON lira ci-dessous le communiqué rédigé conjointement, samedi dernier, à propos de l'attentat du FLB, par les représentants des fédérations des Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine et Morbihan réunis à Saint-Brieuc pour le lancement du premier numéro du « **Combat Socialiste-Bretagne** » (mensuel). J'ajoute quelques mots, à titre personnel puisqu'il semble que certains camarades seraient en désaccord avec mes déclarations à Europe n° 1 (ils n'approuveront sans doute pas davantage le communiqué !).

Je constaterai d'abord qu'on accorde au FLB beaucoup plus d'importance à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Bretagne. Ici, il est évident qu'il s'agit là d'un mouvement ultra-minoritaire, dont l'action clandestine est due à quelques groupes organisés qui ne s'appuient en aucune façon sur la population bretonne. Certes, et surtout chez les jeunes, les attentats perpétrés jusqu'ici n'ont pas soulevé un sentiment de réprobation. D'une part, ils n'ont pas fait de victimes, et d'autre part, ils traduisent le sentiment assez largement partagé, que les aspirations des Bretons sur le plan économique, comme sur le plan culturel, ont été négligées, voire opprimées par le pouvoir central.

Ces mouvements sont manifestement de tendances politiques très diverses — autant du moins que l'on puisse en juger puisque certains n'ont jamais défini clairement leurs objectifs. Il semble bien que l'A.R.B. (Armée Républicaine Bretonne) en représente l'aile droite. Encore ne faut-il pas lui attribuer trop légèrement l'épithète « fasciste ». Les anciens collaborateurs se sont recrutés surtout dans le groupe « Breiz Atao » et même parmi ceux-là, certains se proclamaient aussi anti-Allemands qu'anti-Français — dans la logique de leur position nationaliste.

Au sein du PSU, nous avons tenu plusieurs débats sur ce problème dans la Fédération des Côtes-du-Nord et avec les autres fédérations bretonnes. Sur le fond, une très large majorité s'est toujours manifestée sur les points suivants :

- refus du séparatisme ;
- refus d'une action fondée sur le nationalisme qui suppose une collaboration avec la bourgeoisie bretonne ;
- nécessité d'insérer les luttes dans le combat anticapitaliste ;
- cohérence de notre conception^o de l'autogestion avec les exigences d'une vraie régionalisation laissant aux intéressés les responsabilités essentielles dans le développement de la Bretagne sur les plans économique, social, culturel.

En ce qui concerne les méthodes, nous considérons que la prise de conscience et la combativité des travailleurs se développeront par leurs propres luttes — ouvrières et paysannes — et non par des attentats (dont on ignore d'ailleurs par qui, et dans quelles conditions ils sont décidés). Celui perpétré contre l'antenne de Roc Tredudon présente sans doute pour certains une valeur symbolique, mais c'est un fait qu'elle prive aussi une grande partie de la population d'un service auquel elle est habituée, et soulève ainsi une désapprobation générale qui ne fait pas avancer les choses. Certains jugeront peut-être que c'est là, de notre part, une attitude peu « révolutionnaire ».

Mais nous pensons que l'efficacité d'une action se mesure sur place, dans la réalité vivante et non dans l'abstrait, avec les hommes tels qu'ils sont.

Yves LE FOLL ■

PS. — Il est évident que nous maintenons notre position contre les mesures de répression décidées par Marcellin contre les divers mouvements des minorités nationales.

rait notamment une grave et dangereuse erreur politique que de ne pas considérer la bourgeoisie bretonne comme notre adversaire, au même titre que la bourgeoisie française à laquelle elle est d'ailleurs parfaitement intégrée (voir les Marcellin, Pléven, etc.).

Ce choix politique fondamental n'est pas, à l'évidence, celui de certaines organisations nationalistes bretonnes et en particulier du FLB-ARB, où autant qu'on le sache, apparaissent des tendances nettement réactionnaires.

Ce choix politique conduit aussi logiquement le PSU à préférer les actions de masse clairement anticapitalistes aux actions minoritaires violentes. C'est ainsi qu'il choisit avant tout de soutenir les luttes collectives des travailleurs bretons (Joint Français, grève du lait, Kaolins de Plémet, Big Dutchman, Entremont, Guidel, Péderne, Plouray...).

l'Etat responsable

Il n'est pas d'accord avec les méthodes, spectaculaires mais politiquement douteuses, du FLB-ARB et en particulier avec le récent attentat contre l'émetteur de Roc Trédudon, mé-

me s'il pense et affirme que c'est l'Etat français qui, en négligeant les aspirations des Bretons, et en y répondant par la seule répression, porte la première responsabilité dans la multiplication des actions de ce type.

Dans la situation présente, ces méthodes ne lui semblent pas les plus propres, ni à élargir chez les travailleurs bretons une prise de conscience correcte de leur identité collective, ni à développer le mouvement de masse qui libérera la Bretagne de l'oppression colonisatrice de l'Etat français et du capitalisme réunis.

La lutte pour la Bretagne se mène d'abord avec les travailleurs bretons en lutte.

Les fédérations bretonnes du PSU ■

un événement :
l'édition mensuelle de
**COMBAT SOCIALISTE
BRETAGNE**
paraît le 23 février

Abonnement 1 an : 10 F ;
couplage avec C.S. Hebdo : 30 F.
3, r. Quinquaine 22000 St-Brieuc
C.C.P. 223 802 Rennes.

AR PENAU DRAZ O DIDENET...

les grosses têtes, on les aura !

La Bretagne de ces derniers jours, c'était la tempête et les inondations. Mais où le temps est bien plus mauvais encore — pour le patronat s'entend — c'est aux Etablissements Doux, à Pédernec, l'une des quatre usines d'abattage de poulets qui est en grève depuis le 4 décembre.

PEDERNEC, petit village renommé pour son « haut-lieu » touristique, le Mené-Eré, entre Saint-Brieuc et Morlaix... Un nom qui sonne dur comme le granit de Bretagne. Dans ce village, quatre-vingt-dix hommes et femmes en ont eu marre de ne rien obtenir du patron, M. Doux. Ils demandaient 6,35 F de l'heure au lieu de 5,57 F, plus 30 F de prime de transport, l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils n'ont pas été intimidés par la lettre de Doux, disant que s'ils ne reprenaient pas le travail, ils seraient considérés comme démissionnaires ; ni par l'obstination de ce patron de choc qui mise sur l'ignorance des travailleurs. Ceux-ci ont d'ailleurs appris par les déclarations patronales qui étaient vraiment leurs patrons : Charles Doux, le PDG, et également président de la Chambre d'Union patronale interprofessionnelle d'Armor, et Hervé, directeur administratif.

seul le profit

L'installation des abattoirs avait été, en 1972, considérée comme un geste bienfaiteur à la crise de l'emploi dans la région. En deux ans, la situation s'est dégradée.

Malgré toutes les belles étiquettes et labels de qualité, ce n'est pas le luxe aux abattoirs Doux. Extérieurement, elle présente bien, cette usine. Bâtiments modernes, en pleine nature. Que cache la façade ?

Les grévistes, rassemblés dans leur foyer d'accueil en tôle ondulée (après avoir campé sous une tente prêtée par la MJC de Bégard), racontent, autour du feu allumé dans

le brasero de fortune ; la grêle tombe dru.

« Faut travailler dedans pour comprendre... Pour le confort des travailleurs, pas d'imagination, seule la vitesse et le rendement comptent. Le Doux, il a même fait du forcing sur le matériel. Une chaîne prévue pour 3600 poulets a été accélérée à 5000-5200 à l'heure, soit un poulet par seconde. Souvent, les poulets sont plumés avant d'être abattus... On ne dispose que d'une seule blouse, un vrai sac à patates, c'est l'uniforme-maison... pire qu'à l'armée ! Et on doit la ramener propre pour le lendemain matin. Tu te rends compte, avec les poulets vivants qu'on sort des camions, qu'on accroche à la chaîne, qui vous chient dessus, qui vous griffent ! Les installations sanitaires... inexistantes ! de l'eau oui, il y en a partout, le sol est en pente ! Les douches déversent de l'eau froide, avec la graisse et la merde... C'est pas la joie pour se nettoyer... »

« Pour le nettoyage de l'usine : cinq litres d'eau de javel par jour, la pharmacie, zéro, et les griffures, plaies, évacuissements... on les soigne comme on peut... Radin qu'il est le Doux. « Un Doux au cœur dur », comme on l'appelle... »

« La pose casse-croûte, dix minutes ! Alors, t'es obligé d'allier l'utile à l'agréable. Tu vas bouffer dans les chiottes... C'est vrai que pour ce qui est gastronomie, ici on est servi ! »

Une note de service apposée dans l'usine stipule : « Le personnel est prié de ne pas quitter son poste de travail tant qu'il y aura du travail. » Belle phrase d'un patron de choc !

« Toul-Dur » (en breton « trou d'eau »), le lieu-dit de l'usine porte bien son nom. Et même les poulets... qui ne sont pas égouttés après lavage, pour peser plus lourd

à la congélation et qui seront vendus plus cher ! Seul le profit compte ! Les ouvrières, bof ! « J'ignore l'état des ouvrières », dit Doux, et ceci est bon prétexte à brimades, surtout pour les femmes enceintes.

« Alors, tu comprends pourquoi on s'est mis en grève, pour le salaire qu'on a ! C'est le système le plus dégueulasse du travail à la chaîne. »

Doux fulmine : « Ce ne sont pas nos gars qui ont déclenché la grève. Ils avaient un bon fonds. Mais on les a retournés... Il n'y a pas de responsables dans les syndicats. Nous, les patrons, nous prenons nos responsabilités. Mais pas eux. Tout le mal vient de là. Le jour où il y aura des syndicats puissants avec des chefs ayant leurs hommes en main, tout ira mieux. »

Le sérieux, l'intelligence, la détermination de ces jeunes travailleurs dans les discussions font plaisir, nous disent les responsables de la CFDT et nos camarades du PSU. Sortis de l'école avec le certifié ou le brevet, la démarche mérite réflexion pour plus d'un théoricien (marxiste ou pas).

Aujourd'hui, l'usine est déserte, les non-grévistes ont été mis au chômage technique et le directeur administratif est seul dans sa cage de verre, il s'agit ou règle quelques « affaires courantes ». Dans l'usine silencieuse, des tonnes de poulets congelés, de quoi nourrir un régiment !

«salut les volailles»

C'est l'entrée dans le troisième mois de grève. « C'est long et dur, vous savez », ma dit une ouvrière. « Mais ce qui nous fait plaisir, c'est la solidarité qui se fait autour de nous : de nombreux comités de soutien se créent. Déjà, on a partagé 1700 F. Et l'argent continue d'affluer. A Plérin, petite commune limitrophe de Saint-

Brieuc, ce sont trois militants du PSU qui ont récolté 3000 F, au porte-à-porte. » (Il y a, dans le pays, un petit abattage de cailles du même tonneau que chez Doux, 600 F maximum, pas d'horaires, ouvrières prévenues la veille pour le lendemain, pas de structures sociales.)

Les sections PSU de Guingamp et Bégard ont particulièrement été actives dans les comités de soutien, ouverts à tous ceux qui veulent aider les grévistes. Notre camarade Claude Guillou, conseiller général de Bégard, s'est dépensé sans compter son temps. A Guingamp, au marché, les comités de soutien, aidés par la CFDT et le PSU, ont déjà organisé une vente sauvage : « Un succès extraordinaire, nous dit le responsable CFDT, le sourire triomphant, on manquait de poulets. » Une opération « sensibilisation » a eu lieu en gare de Guingamp en stop-pant « L'Armor », un train de luxe. Un tract a été distribué « Salut les volailles ». Bon accueil des mécaniciens, des voyageurs (sauf un, le barman du wagon-restaurant). Le 26 janvier, les comités de soutien ont rassemblé spontanément cinq cents personnes pour empêcher un camion de réceptionner un stock de poulets. Le camion n'est pas venu...

Par mesure de sécurité, les abattoirs sauvages où l'on tue les poulets au couteau (« c'est pas beau à voir, mais on est moins crevé ») sont clandestins, les grandes oreilles de Marcellin traînent un peu partout et ses « poulets » sont prêts à voler dans les plumes des grévistes ! Une opération est en préparation pour vendre deux cents poulets à Saint-Brieuc le 16 février. Un réseau de vente de poulets vivants est mis en place grâce aux paysans travailleurs.

Une réaction en passant : lors d'une récente réunion à la MJC du Plateau à Saint-Brieuc, où l'on projetait un montage audio-visuel



sur la grève, une dame bourgeoise disait que ces grévistes étaient bien embêtants, seul le poulet acheté pour le repas dominical la préoccupait... mais lorsqu'un gréviste lui révélait que les poulets de Doux étaient gorgés d'eau pour peser plus lourd, alors, là, elle a poussé des cris de paon : « ils ont raison de faire grève » et donné son obole.

Côté solidarité, notons aussi les manifestations lycéennes (marches, fêtes bretonnes, quêtes). Il y a aussi les conseils municipaux : Pédernec (1000 F), Bégard (2500 F), et bien d'autres. Les élus de Bégard ont adressé une lettre aux municipalités des Côtes-du-Nord : « De telles implantations ne profitent qu'aux industriels qui décuplent leurs bénéfices en imposant à la main-d'œuvre locale des salaires de subsistance contre un travail très dur. » Et le Conseil général : « L'industrialisation du département ne peut se réaliser sur des bases saines que si elle repose sur des conditions de travail et de salaires décentes. »

Devant une telle situation, même l'UDR s'étonne : « Il n'est pas pensable qu'on laisse pourrir une situation à l'époque où chacun a pris conscience que la concertation permanente doit permettre de faire progresser dans nos entreprises la participation voulue par l'ensemble des travailleurs... L'homme mérite mieux que d'être ignoré. » L'UDR accuse aussi les comités

en bref - Bretagne

OUTRE le conflit Doux, les Côtes-du-Nord connaissent une grave situation de l'emploi, marquée par de nombreux conflits.

réduction de leurs impôts la retraite à 60 ans.

• **LE COGUEUEN - PLOUEZEC** : fabrique de cageots — entreprise connue dans la région pour ses mauvaises conditions de travail, ses bas salaires et la dureté des patrons. Grèves les 6 et 11 décembre 73 — action de la CGT par tracts. Le patron a eu le dernier mot et a expulsé deux des ouvriers les plus déterminés. Sous la pression patronale, les ouvriers ont approuvé un communiqué désavouant la CGT.

• **LES MARINS PECHEURS DES COTES-DU-NORD** et de Paimpol se sont mis en grève durant plusieurs jours pour exiger un prix raisonnable du carburant, la taxation du poisson à son prix de revient, une

• **LES ARDOISIÈRES SAINTÉ-TREPHINE** ont déposé leur bilan et les lettres de licenciement sont arrivées le 10 décembre 73 : 23 salariés, 7 mineurs de fond, touchés des salaires de misère (1,2 brut par mois pour 40 heures pour le surveillant de fond SMIC pour les autres) pour un travail très pénible (risques mort par accident, silicose), paie n'a pas été versée depuis le 10 novembre, ni l'indemnité de licenciement. Le syndicat se peut verser un accord en vendant les ardoises lées. Les comités de soutien ont organisé une fête, la cette (3.000 F) a été partagée entre les 23 ardoisiers.

• **CHAFFOTEAU A SAINT-BRIEUC** — un des tout



de soutien de mettre l'argent dans leurs poches, et « s'attriste aussi de la démagogie qui préside à l'actuelle « chilisation » brio-chine... »

Texte : « Les édiles marxistes briochins » auraient été mieux inspirés de mettre sur pied leur semaine de soutien en faveur du pauvre Chili quand nous leur disions que la disette et la famine assaillaient ce « pauvre Chili » ! Sans commentaire.

Dans ce système féodal, marqué par une telle anarchie économique, de décentralisations pirates faites dans des conditions avantageuses pour les entrepreneurs capitalistes, l'actuelle détermination des travailleurs fera-t-elle le poids ? En ce qui concerne Doux, il bénéficie de l'indulgence des Pouvoirs publics : condamné trois fois pour licenciements abusifs et non-respect de la loi, il est aussi compromis dans une affaire douteuse de fraude fiscale (des volailles exportées vers l'Allemagne par la SOPRIDIPA qui passaient par la Suisse en transit... une affaire vieille de dix ans qui sort des tiroirs juste à point. Et du beau monde dans l'affaire : des PDG, de gros agriculteurs et transporteurs, un commissaire aux Dcuanes et les Doux, père et fils. 1 456 100 kg de volailles envolées, une bagatelle de 4 707 719 F. De faux documents établis, des sommes importantes détournées... On attend le jugement pour le 4 mars).

Le conflit de Pédernec n'est pas prêt d'être solutionné : Doux fait la sourde oreille sur le problème des salaires, promet quand même quelques petites améliorations dans l'usine, mais peut-on le croire ? Les réunions de conciliation sont jusqu'ici sans résultats. La dernière en date voit poindre un petit espoir... Doux crée toutes les conditions pour provoquer la violence, mais les travailleurs ne veulent pas tomber dans le panneau pour risquer de faire des fausses notes dans les négociations.

Les grévistes de Pédernec doivent gagner, mais trop de condamnations de patrons dans des affaires récentes (voir Cerizay) montrent qu'il faut être vigilant et bien jouer.

« On est têtue en Bretagne, on n'a jamais perdu une grève », dit Jacques Galaup, secrétaire fédéral PSU des Côtes-du-Nord et maire-adjoint de Saint-Brieuc. On ne voit pas pourquoi cette bonne et solide tradition locale ne serait pas respectée, encore cette fois-ci !

Françoise CLAIRE. ■

* Soutien Pédernec : PSU Fédération des Côtes-du-Nord, CCP 1603.72 Rennes.

miers constructeurs européens de chauffe-eau à gaz, venu en 1938 d'Evreux à Saint-Brieuc. 1.870 ouvriers en 1972, 1.816 actuellement et le prochain transfert d'un important atelier à Chartres laisse prévoir un démantèlement total. La raison invoquée : le prix des transports en Bretagne : c'est toute la question de décentralisation remise en question, et également le développement industriel de la Bretagne. Notre camarade Yves Le Foll, député-maire de Saint-Brieuc, explique dans « Combat Socialiste » : « Si l'on cherche un développement harmonieux de l'ensemble du territoire, il faut trouver une solution à ce problème du transport... L'Etat donne bien des centaines de millions à de grosses entreprises pour leur permettre d'exporter. Pourquoi ne pas tenir compte aussi des charges de transports dans les zones défavorisées ? » ■

● Rateau : la grève dans l'ordre

La Courneuve, 13h30, vendredi, dans le réfectoire de chez Rateau. Une centaine de travailleurs viennent de prendre leur repas de midi. Comme d'habitude — pour ainsi dire. A ce « détail » près qu'on en est au 15^e jour de grève avec occupation. Ce qui fait qu'une fois les tables débarrassées, on sort les cartes pour en taper une ; ou bien on déplie le Parisien ou l'Huma, Marius ou La vie ouvrière...

CETTE fois, pour l'ambiance, c'est pas ça... C'est mon idée, hein... Je sais pas. Qu'est-ce que vous en pensez, vous ? On s'est mis à parler. Tout en tournant les pages de sa « V.O. », il raconte, à grands traits, sa vie de travailleur : 31 ans de présence chez Rateau, sa cinquième grève avec occupation, son accident du travail, l'incompétence des cadres, le manque de coordination, le gaspillage...

A une autre table, trois immigrants : un Espagnol et deux Algériens. Le premier, pas syndiqué qu'il me dit : « Pour un étranger, c'est pas bon. Pas de politique — bien que j'en mange tous les jours, de la politique ». Les deux autres sont C.G.T. Ça leur pose pas de problème : « On défend notre travail, c'est normal. »

vos papiers...

Arrive un grand jeune type à casquette. Retourne le revers de sa veste. Un insigne C.G.T. — Service d'ordre. Vous avez vos papiers ? — ... Ah bon ! Voilà... — Bien.

Il s'en va. « C'est la police », que fait l'Espagnol, narquois. Trois autres gars arrivent ; l'un d'eux : — C'est vous qui vous prétendez journaliste ? — J'ai pas à me prétendre... — Y a une commission information pour les journalistes. On va vous conduire.

Tout est rentré dans l'ordre. La discussion « sauvage » est inutile. Deux jeunes délégués cégétistes me prennent en mains pour l'information.

De l'anecdote, tout ça ? Non, bien sûr. La nature de la lutte préfigure le visage de la victoire. S'agit-il uniquement de gagner une grève ?

Il m'a fallu passer par la petite porte — celle qui donne sur les pointeuses, servant toujours à contrôler les présences — et montrer patte blanche. La commission « service d'ordre » ne manque pas de zèle. Bon, d'accord : normal. Des rondes sont organisées dans l'usine ; il y a des « postes fixes » tout au long de l'enceinte extérieure. Normal, oui. Alors, pourquoi mon « interpellation » ? Et puis, y a la manière. C'est que j'avais d'abord été pris en charge, dès mon arrivée, par des cédétistes. Ça se fait pas. Ici, c'est la grève de la C.G.T.

La C.F.D.T., en effet, est minoritaire chez Rateau : 205 voix du collège « ouvrier » aux élections de l'an dernier ; 800 à la C.G.T. Il est vrai que cette dernière recueillait 1 100 voix en 1969 et la C.F.D.T. 200. Les effectifs ont depuis diminué si bien qu'en fait, dans les deux collèges, la C.F.D.T. passait entre 1970 et 73 de 18 à 27 % des voix.

N'empêche, cette grève « appartient » à la C.G.T. C'est elle qui l'a décrétée le 30 janvier au soir, à la surprise des délégués C.F.D.T. qui, dès le 23 janvier, disaient dans un tract : « Si la direction ne



L'état-major syndical : A qui appartient la grève ?

tient pas compte des solutions proposées par les travailleurs pour éviter tout licenciement, l'action dure devient une nécessité. »

Mais bref, le mouvement était lancé. Au projet de la direction de la maison-mère Alstom-C.G.E. de « supprimer 334 postes de travail » les syndicats répliquaient par un « non au licenciement - non au démantèlement » et posaient une triple exigence :

- retour aux 40 heures sans perte de salaire ;
- retraite à 60 ans ;
- ce qui permettait de sauvegarder 256 postes, les autres restants étant l'objet d'un reclassement professionnel à l'intérieur de l'usine.

A noter d'ailleurs que l'école d'apprentissage de l'entreprise doit être également supprimée en juillet prochain, ainsi que le foyer où sont logés une quarantaine de travailleurs célibataires.

Devant le refus de la direction de prendre en considération les propositions syndicales, la grève avec occupation était votée à bulletins secrets le 1^{er} février : 1.243 votants, 867 pour, 342 contre, 34 abstentions. L'entreprise comprenant 1.830 salariés, il faut compter dans les absents environ 300 personnes réparties dans les chantiers extérieurs, ou bien en maladie.

un vote permanent

Tous les deux jours à peu près, une assemblée générale a lieu, réunissant entre 200 et 500 grévistes ; chaque jour environ 750 travailleurs viennent faire pointer leur carte de gréviste — ce qui, dit un délégué C.G.T., constitue un vote permanent sur la lutte.

Ici, il n'y a pas de comité de grève. Pour la C.G.T. c'est inutile car le comité de coordination intersyndical fait très bien l'affaire. Pour la C.F.D.T. — qui essaie d'élargir la mobilisation — c'est

plutôt dans l'intention délibérée de refouler les gens « douteux » et de confiner la direction de la grève à ce que la C.G.T. appelle « les organisations responsables et représentatives ». C'est « la grève dans l'ordre », qu'on ne s'y trompe pas.

Alors, bien sûr, on ne peut manquer d'évoquer Lip. Même si d'autres l'ont fait bien avant jusqu'à se demander (« Le Monde » du 14 février) si Rateau c'est « l'anti-Lip » ? Même si ce genre de rapprochement — par analogie et par opposition — agace les cégétistes. « Fabriquer des turbines de centrales, réplique l'un des délégués, n'a rien à voir avec la fabrication de montres. » « Non, répond de son côté dans un tract le groupe P.S.U.-Rateau, les travailleurs de la Courneuve ne vendront pas de turbines à la sortie des métros mais, à Rateau comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs ! »

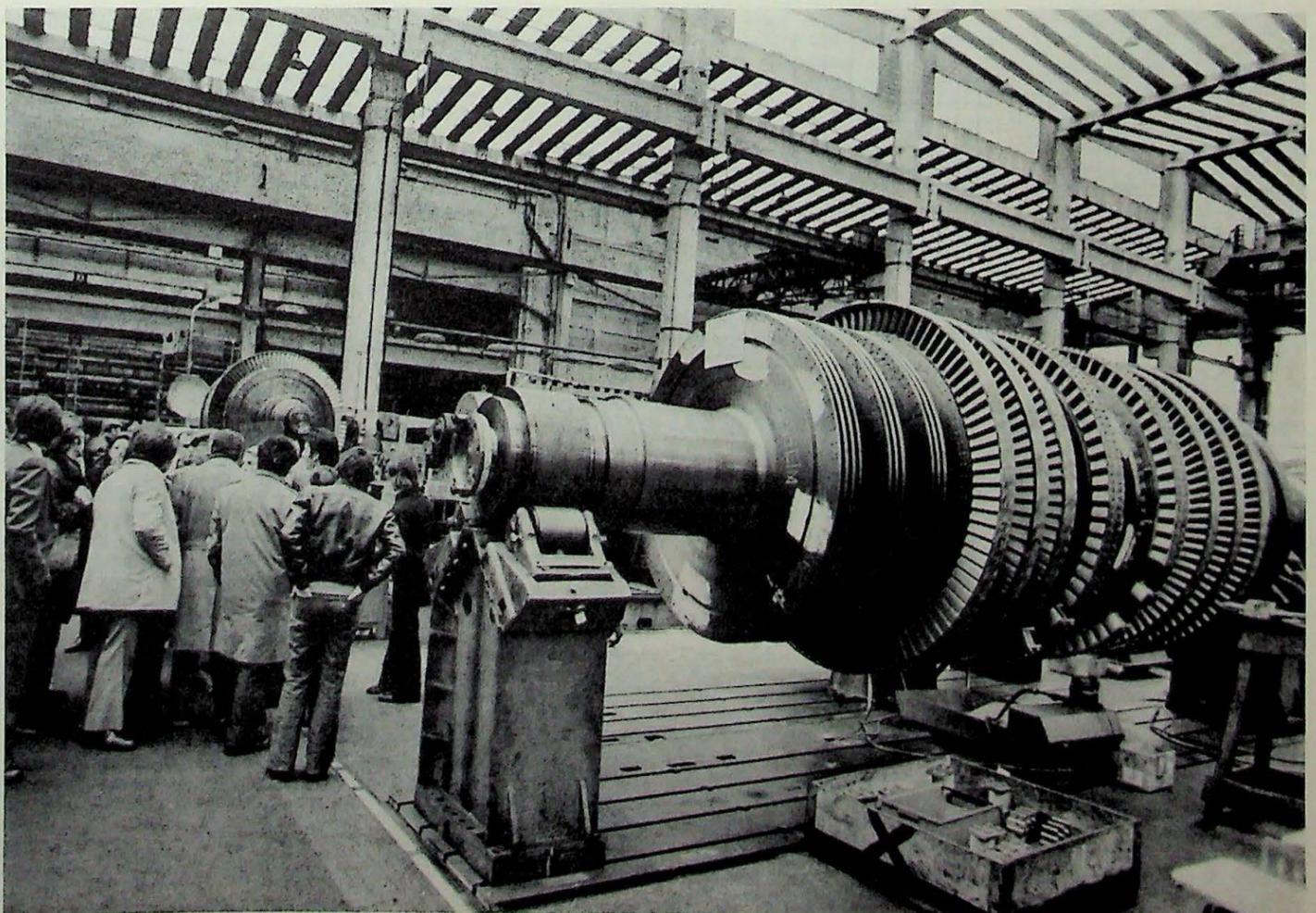
dans l'unité

De fait, à Palente comme à La Courneuve, la parenté des données est réelle : refus des travailleurs d'être les jouets du capitalisme et des fantaisies de « managers » soi-disant modernistes ; volonté de préserver un outil de travail, notamment dans ce qu'il a de plus élaboré. A cet égard, on relève que le « plan de redressement » projeté par Alstom-C.G.E. vise notamment l'atelier de fonderie de précision où s'exprime surtout la richesse technologique de l'entreprise Rateau — richesse que la direction abandonnerait aux mains du trust américain.

Mais comme à Besançon aussi c'est bien l'unité des travailleurs dans le combat qui, seule, pourra faire que les grévistes de chez Rateau se battent pour toute la classe ouvrière.

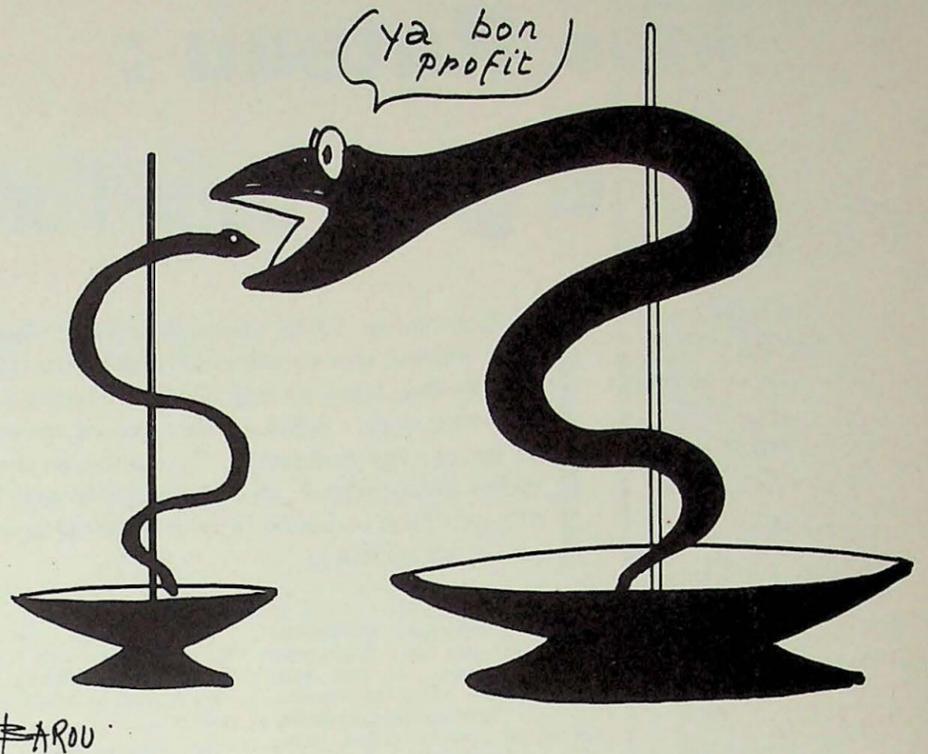
Gérard BOREL ■

* Soutien : U.D.-C.F.D.T. Bobigny (93) C.C.P. 3992-19 Paris. - Solidarité Rateau -.



Rateau : Turbines pour Fessenheim.

le coup de Roussel-UCLAF



Pour le capitalisme, les travailleurs d'une entreprise se négocient au même titre que les murs, les machines, le matériel de bureau, etc. Le capital vivant est alors l'objet — c'est le cas de le dire — de cette évaluation chiffrée qui fait s'ajouter quelques zéros au bas d'une colonne. Si d'aucuns avaient pu oublier cette donnée de base, le récent rachat de Roussel-Uclaf par Hoechst viendrait, hélas ! le leur rappeler. Ainsi, les travailleurs du premier groupe pharmaceutique français ont-ils été placés devant le fait accompli : l'opération financière qui les a fait tomber dans l'escarcelle du « géant » allemand s'est réalisée dans leur dos. Avec, semble-t-il, la bénédiction du gouvernement.

CE même gouvernement qui, comme le relève la CFDT, a été en revanche plus soucieux de préserver un contrôle sur la partie chimique du trust constitué par Nobel-Bosel — dont certaines activités sont réservées à l'armée...

La priorité accordée à l'armement plutôt qu'aux problèmes de la santé, est significative des choix de la politique du gouvernement. Celui-ci choisit ainsi délibérément de laisser aux seuls intérêts privés l'élaboration d'une politique de recherches et de productions pharmaceutiques orientée davantage vers la rentabilité immédiate des ventes de spécialités que vers la satisfaction des besoins réels de santé de la population.

Aujourd'hui, les travailleurs de Roussel-Uclaf s'inquiètent des conséquences d'une éventuelle restructuration dont l'absorption par Hoechst laisse peser la menace.

Rappelons que lors de l'absorption de la SIFA en 1971, la famille Roussel avait déclaré que « l'opération serait favorable pour tous ». Cependant, six mois plus tard, on annonçait la fermeture de l'usine de la Plaine Saint-Denis et la suppression de plus de mille emplois.

En ce moment même, le transfert des activités de fabrication pharmaceutique de Romainville pour Compiègne, décidé avec l'ac-

cord de Hoechst, menace l'emploi de 750 travailleurs qui, à ce jour, n'ont obtenu aucune garantie.

Roussel-UCLAF, c'est toute une histoire — édifiante et mouvementée. C'est avant tout l'histoire d'une famille qui avait trouvé dans la pharmacie le moyen de faire « quelques » profits. Jusqu'à devenir un trust de 40 filiales dans le monde entier, employant 16.000 travailleurs dont 6.300 en France.

« pour tous »

Un peu d'histoire : après la guerre, le gouvernement français décide d'investir dans la fabrication pharmaceutique, et en particulier des antibiotiques, en créant la Société française de Pénicilline. Le but était alors de répondre aux besoins de la santé particulièrement pressants. Il s'agissait donc d'assurer une production pharmaceutique d'origine chimique de réel intérêt thérapeutique à partir d'un travail de recherches.

Cette société va cependant passer rapidement dans les seules mains des intérêts privés. En 1954, elle est absorbée entièrement par l'UCLAF qui appartient à la famille Roussel et qui, jusqu'à cette époque, n'avait qu'une ampleur limitée.

C'est le début d'une extension rapide du groupe Roussel-UCLAF

à partir d'un centre de recherches important et de renommée internationale. On y fabrique non seulement des antibiotiques, mais des anti-inflammatoires, des hormones, la vitamine B 12, etc.

Jusqu'en 1965, on réalise même des travaux de recherche fondamentale d'une certaine qualité. Bien sûr, il s'agit moins d'une œuvre philanthropique que d'assurer une expansion qui ne pouvait se réaliser à cette époque que sur la base d'une recherche forte.

En 1970, les succès des recherches, ainsi qu'une conjoncture favorable grisent la tête des dirigeants du groupe qui croient leur heure de gloire venue. On entreprend alors une politique d'absorption de plusieurs firmes. En janvier 1971, en particulier, Roussel absorbe la SIFA-Diamant au grand enthousiasme des dirigeants. Le PDG Roussel écrira même en mai 1971 : « Je suis persuadé que notre fusion avec la SIFA est une opération favorable pour tous ». Six mois plus tard, on annonçait la fermeture de l'usine SIFA et licenciement tout le personnel (800 personnes) ainsi que 300 personnes ailleurs dans le groupe. Le bilan du groupe ne montrait aucune situation critique. L'opération était évidente : racheter une marque.

En 1972, J.-C. Roussel, qui faisait une démonstration de pilotage d'hélicoptère à son jardinier, se tue en prenant son engin dans des câbles à haute tension.

Depuis, le souci principal de la famille Roussel a été le paiement des droits de succession. Il faut donc, pour elle, retirer le « magot » dans les meilleures conditions.

Depuis plusieurs années, le groupe Roussel-UCLAF, tout en continuant de faire des projets gigantesques (de 1971 à 1972, l'augmentation des bénéfices est de 50 %) produit en fait de moins en moins pour la santé.

La détérioration de la politique des recherches est nette et ressentie par l'ensemble du per-

sonnel. Ce n'est pas un problème scientifique, mais plutôt le résultat de ce qu'on a cherché : assurer des productions avant tout rentables et mettre en place une hiérarchie docile dont la compétence technique passe au second plan. Les faits sont là : depuis près de 10 ans, aucun produit vraiment original n'est sorti des usines : on vit sur les acquis en multipliant des produits voisins dont les différences n'apportent aucun intérêt, et en faisant quelques transformations sur des produits fournis par d'autres.

chantage

« Nous avons la chance d'appartenir à un groupe qui met la science au service de l'homme ». Ce coup de clairon fut donné par H. Monod, un des membres de la direction générale, il n'y a pas plus de trois semaines, dans une brochure luxueuse de 40 pages envoyée régulièrement aux 6.700 travailleurs du groupe...

Huit jours plus tard, on apprenait que la famille Roussel était en train de brader la partie pharmaceutique du trust au groupe allemand Hoechst, empire mondial de la chimie, qui possédait déjà 43 % des parts de la holding financière Chimic, qui contrôle Roussel-UCLAF.

Pour faire céder le gouvernement français qui, juridiquement, doit donner son accord, Hoechst n'a pas hésité à user d'un énorme chantage : « Ou le gouvernement français cède, ou nous exerçons une pression telle sur la chimie française qu'elle ne s'en relèvera

pas ». Peine perdue, car le gouvernement n'avait pas l'intention de s'opposer à cette prise de contrôle. Pourquoi, en effet, chercher à garantir la production pharmaceutique du premier groupe français alors que Poniatowski s'ingénie à faire passer tout ce qui concerne la santé dans les mains du privé ?

Un journal économique allemand déclare ouvertement qu'en donnant son accord pour l'absorption, le gouvernement français a cherché à un moyen de renforcer le franc. Ce qui constitue en soi un joli sujet de réflexion !

L'expérience des absorptions laisse envisager une restructuration prochaine. C'est un euphémisme de dire cela ! Cette restructuration est grave, car elle menace l'emploi de 6.300 travailleurs et également parce qu'elle menace le potentiel de production pharmaceutique, qui, si jusqu'ici a servi davantage les intérêts du capitalisme que ceux de la santé, n'en existe pas moins. Il y a chez Roussel-UCLAF un service de recherches de 600 chercheurs. Ce n'est pas une bricole. Que vont devenir ces recherches ?

Plus que jamais, il faut nous battre contre cette gabegie capitaliste qu'on cherche à nous faire admettre comme une fatalité. Le manifeste du PSU parlait de nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Il est temps en effet de se battre pour cette nationalisation et surtout pour un contrôle réel des travailleurs intervenue et en particulier dans le domaine de la santé de plus en plus menacée.

Corresp. ■

questions à Charbonnel

Yves Le Foll, demande dans une question écrite au ministre du Développement Industriel et Scientifique quelle est la nature du rôle qu'il a joué dans l'absorption de Roussel-UCLAF par le trust allemand Hoechst, et notamment s'il est exact qu'il a négocié directement avec ce dernier les modalités de l'absorption sans conditions de la principale entreprise pharmaceutique du pays par une firme étrangère dont les intérêts multinationaux vont directement à l'encontre de ceux des travailleurs français. Il s'étonne de ce qu'aucune mesure ne semble avoir été envisagée pour protéger l'indépendance technologique et économique du pays dans un

secteur vital, seule la filiale du groupe Nobel-Bozel, qui travaille pour la Défense Nationale, semblant devoir échapper à l'emprise de l'entreprise absorbante.

Il s'étonne également de ce que des considérations de politique financière à courte vue concernant la tenue du franc sur le marché des changes aient pu influencer notablement sur la décision gouvernementale dans une affaire aussi grave, qui engage toute la politique de santé dans le pays.

Il demande enfin si des dispositions concernant la sauvegarde de l'emploi des travailleurs de Roussel-UCLAF ont été envisagées dans la mesure où la restructuration, comme il

est probable, aboutirait à des compressions d'effectifs, notamment en ce qui concerne les services de recherche, les services administratifs et commerciaux.

Enfin, il exige que le ministre du Développement Industriel et Scientifique donne publiquement toute l'information nécessaire sur l'opération en cours, afin que l'opinion publique et les travailleurs puissent apprécier tant la portée que le contenu d'une telle décision au regard de l'action des pouvoirs publics dans cette affaire, dont il apparaît qu'elle s'est résumée à jouer le rôle d'un courtier auprès d'un trust étranger, qui a imposé ses conditions.

P.S.U. DOCUMENTATION

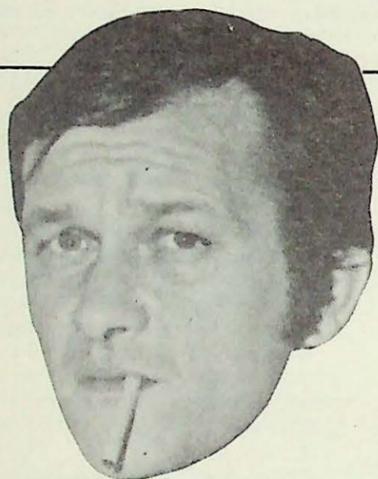
Numéros disponibles :

N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international	3,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50
N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université ..	3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ..	1,50
N°s 46-47-48 : Le P.S.U. « Dossier d'accueil »	3,00
N° 50 : L'autogestion	1,00
N° 51 : Le recrutement	1,00
N°s 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste	1,00

Abonnement : 20 numéros : F 15,00

A adresser à : SYROS
9, rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19.706.28 Paris

UNE ANNÉE DÉCISIVE ?



débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement

Nous n'avons cessé de l'affirmer : 1974 est une année importante, et peut-être décisive pour le mouvement ouvrier français. Non pas que nous accordions à la « crise » née du renchérissement du coût du pétrole une importance mythique. Non pas que nous pensions que le capitalisme soit sur le point de s'écrouler comme une vieille bâtisse lézardée.

Mais des questions sont posées, notamment au travers des problèmes d'énergie, dont nous sentons bien qu'elles sont annonciatrices de grands bouleversements. Lesquels ? Il ne s'agit pas de jouer les prophètes. Aussi bien, le capitalisme a souvent fait la preuve de sa capacité d'inté-

grer et de récupérer les incidents de parcours pour mieux asseoir sa puissance : il pourrait bien trouver, dans la conjoncture actuelle, les éléments d'un nouveau souffle, d'un nouveau bond en avant.

Mais une occasion est offerte à la gauche. Celle de lancer, dans une situation mouvante, un vrai débat public et d'apporter des réponses neuves. Celle de susciter un large courant de mobilisation et d'adhésion autour d'un autre projet de société, d'une autre façon de concevoir la vie et les rapports entre les hommes.

Ce débat, le PSU entend bien contribuer à ce qu'il soit lancé sur la place publique. Et sans exclusive. Nous l'abordons cette

semaine avec une discussion à bâtons rompus entre Jean Le Garrec, secrétaire national adjoint du PSU, et Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du PS. Elle fait apparaître des points de convergence assez nets (sur l'analyse de la situation et la nécessité de ne pas majorer l'importance de la crise actuelle, par exemple) et des divergences non moins claires (sur les vertus mobilisatrices du Programme commun de la gauche, entre autres).

Nous espérons que d'autres débats surviendront, dans ces colonnes, notamment avec les représentants du Parti communiste français.

● **JEAN LE GARREC** — Il n'y a pas effectivement à l'heure actuelle apparition d'une crise très violente — comme en 1929 par exemple. Nous assistons plutôt à une érosion et une remise en cause aussi bien des structures économiques, des rapports de production à l'intérieur de l'entreprise, que de l'ensemble des rapports sociaux. Mais c'est un processus relativement lent et qui ne date pas d'hier.

Cela dit, la situation actuelle, née de ce qu'on a appelé « la crise du pétrole » va avoir des conséquences extrêmement précises, notamment en France : un regain de l'inflation, qui va tourner à un taux d'environ 14 %, qui sera surtout supporté par les bas salaires et qui entraînera un freinage très brutal du niveau de vie, sensible dès la fin du premier trimestre, ou le début du second. Et puis, des problèmes d'emploi très lourds : on peut donner une prévision d'environ 800 000 chômeurs, situation encore aggravée par l'arrivée sur le marché du travail d'un nombre important de jeunes. Les dernières nouvelles de l'aéronautique, par exemple, sont catastrophiques : et pas seulement pour Concorde, mais

aussi pour l'Airbus et Mercure : l'aéronautique, c'est 360 000 salariés, je crois, et aucune réponse possible...

● **JEAN-PIERRE CHEVENEMENT** : Il y a trois problèmes à ne pas confondre :

Une crise globale de la société capitaliste avancée — crise économique qui ne ressemble pas aux précédentes : une tendance à la fuite en avant dans une inflation beaucoup plus rapide, dont la fonction est le maintien du taux de profit. Crise sociale, en Europe occidentale ou aux Etats-Unis. Crise culturelle également : voir Mai 68 et tout ce qui s'est passé en France depuis.

La crise de la fin de 73, — deuxième élément — liée aux renchérissements du prix des matières premières, et en particulier du pétrole, et qui remet partiellement en cause la fantastique croissance du capitalisme en s'attaquant à l'une des assises de cette croissance : l'exploitation des richesses naturelles du Tiers-Monde.

Ce sont deux choses qui ne sont pas du tout de même nature, voire

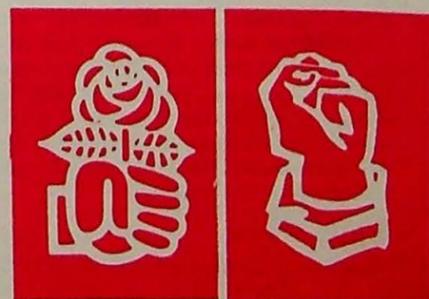
même de nature inverse : et on peut observer qu'un certain nombre de gouvernements tentent de profiter de ce retournement de conjoncture au niveau des relations internationales, pour raffermir leur position intérieure. C'est le cas notamment de Heath en Grande-Bretagne, mais c'est aussi le cas chez nous, lorsque Debré dit par exemple : « lorsque les choses vont mal, le pays ne vote pas à gauche ». D'où une dramatisation voulue de la situation.

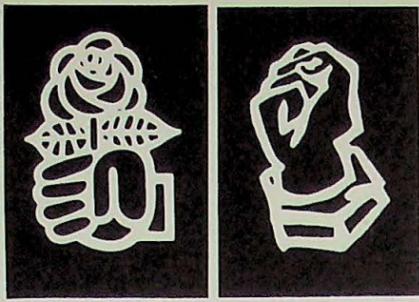
● **J. L. G.** — Tout à fait exact, et nous devons ne pas tomber dans le piège.

● **J.-P. C.** — Et puis, il y a un troisième élément — et tu parlais de la crise de l'aéronautique, qui en est une bonne illustration : c'est la rivalité entre l'impérialisme américain et le sous-impérialisme européen. Pour rester sur ton exemple, il est bien évident que les critiques faites sur la sophistication de Concorde par exemple, ne valent pas pour l'Airbus ou Mercure. On peut toujours trouver des arguments commerciaux, mais la vérité c'est que les Etats-Unis ont

conquis des positions extrêmement solides dans les secteurs de pointe, et qu'ils n'ont aucune envie de voir les Européens reconquérir un certain nombre de créneaux. Et ce qui est vrai de l'aéronautique, l'est aussi de l'informatique ou du nucléaire.

Il y a donc là trois problèmes qui interfèrent, mais qu'il faut bien distinguer : le renchérissement du prix du pétrole, par exemple, contribuant à renforcer l'impérialisme américain par rapport au sous-impérialisme européen, et n'allant donc pas forcément dans le sens d'une aggravation de la crise globale du capitalisme avancé, au contraire pouvant même jouer un certain rôle retardateur.





l'occasion d'aborder

le débat de fond

• J. L. G. — Et qui, en tout état de cause, est surtout profitable aux grosses entreprises, aux « majors ». Il n'y a qu'à regarder les bénéfices réalisés par les « majors » l'année dernière et l'on sait comment ils préparent depuis déjà plusieurs années la possibilité d'utiliser d'autres sources d'énergie en investissant dans le nucléaire ou les schistes bitumeux, par exemple.

Je suis d'accord avec ta distinction : il y a effectivement des difficultés conjoncturelles, qui étaient inscrites dès octobre, qui ont été aggravées par la crise pétrolière, mais qui cachent des crises structurelles beaucoup plus profondes : en tout état de cause, ce sont ces dernières qui nous concernent.

Mais l'important, c'est, à mon avis, que cette crise conjoncturelle permet d'aborder le débat sur la crise structurelle avec un éveil de conscience et un intérêt marqué pour des problèmes qui apparaissent il y a encore un an comme mythiques, ou utopiques.

Lorsque le PSU posait, il y a un an dans son Manifeste, la question, « Produire pourquoi? », il sentait certes un écho, mais plus pour le futur que pour le présent.

Or, je crois qu'il y a maintenant une série de questions qui sont posées et auxquelles il faudra bien que la gauche réponde, et vite. Car la situation actuelle peut très bien contribuer à créer les conditions d'une deuxième étape de la restructuration du capitalisme en France. Cette phrase que je relève dans « Les Echos » est à cet égard significative : « les crises sont comme les épidémies. Certains n'y résistent pas, les plus faibles. Pour ceux qui en réchappent, la vie reprend vite ses droits avec une nouvelle vigueur. Ce n'est pas encore cette fois que la crise de l'énergie tuera l'industrie ».

C'est très clair : incontestablement, une situation difficile de deux ou trois ans, dont les conséquences seront supportées par les travailleurs, mais qui en tendant à éliminer les restes du capitalisme archaïque, doit permettre le développement d'une deuxième étape de la restructuration du capitalisme...

• J.-P. C. — Je suis entièrement d'accord avec cette analyse.

• J. L. G. — Il faut donc en tirer les conséquences, à savoir que, pour la gauche, le temps est un facteur très important, que nous devons utiliser cette situation au maximum, car il est possible que dans deux ou trois ans, elle nous soit beaucoup moins favorable...

• T.S. — La question peut donc se poser en ces termes : la gauche peut-elle et aura-t-elle les moyens de mettre à profit cette crise conjoncturelle, et le flottement qu'elle entraîne au niveau de la soudure entre les formes d'énergie, pour attaquer le vrai débat de la crise structurelle et imposer un autre type de solution ?

• J.-P. C. — Je ne pense pas que nous puissions dire : nous avons deux ans devant nous, et après ce

sera trop tard. Ce serait démobilisateur de penser que cette occasion est unique. Il faut partir de deux idées.

La première, c'est que, compte tenu de la logique même du système, la politique du capitalisme va consister à faire payer le prix de la soudure, et les difficultés qu'elle entraînera, notamment en matière de commerce extérieur, par les travailleurs. C'est clair, et c'est déjà commencé : hausse des charges locatives, des tarifs publics, rétablissement de la TVA sur la viande, etc. On y va, et on y va sans aucun scrupule.

Par ailleurs, on essaye de mettre à profit le léger avantage de compétitivité que nous vaut le flottement du franc, pour essayer d'exporter notre chômage. C'est d'ailleurs une politique qui n'a rien d'original : c'était celle de Pinay en 59. C'était celle de 69 : dévaluation, et répression salariale sur le plan intérieur.

Alors, la gauche peut-elle mettre à profit les deux ou trois ans qui viennent ? J'ai lu dans T.S. que « c'est 74 ou jamais »...

• T.S. — Tu as de bonnes lectures, mais nous n'avons pas dit cela aussi brutalement !

• J.-P. C. — Enfin, que 1974 offrait une situation particulièrement favorable. Cela mérite d'être nuancé. Parce que, bien entendu, nous mettons en cause le modèle de développement, mais ça veut dire que nous mettons en cause le Pouvoir : il serait absurde de parler de modèle de développement sans voir qu'il repose sur une certaine pyramide de pouvoirs. Le moment est-il venu ?

Il faut être conscient qu'il sera très difficile de promouvoir un autre type de croissance, avec, par exemple, des écarts de salaires qui sont, comme actuellement dans les entreprises, de 1 à 40.

Il faut être conscient des difficultés que nous aurions nous aussi, en matière de commerce extérieur, des difficultés qui se posent aussi pour nous. Il faudra bien y répondre.

On pourra le faire à travers toute une politique industrielle axée sur l'idée de reconversion et de promotion d'un certain nombre de secteurs, mais ce ne sera pas facile : on peut penser, par exemple, que la France a fait un faux choix en ayant fait de l'automobile, la « locomotive » de son expansion, de son commerce extérieur. En revanche, il est certain que le secteur des biens d'équipements, qui en Allemagne est trois fois plus important qu'en France, est un secteur d'avenir, parce que les pays du Tiers-Monde devront s'équiper. Une politique socialiste amènerait donc à privilégier ce secteur des biens d'équipement. Ce n'est peut-être pas enthousiasmant de dire ces choses-là, mais ça fait partie des réalités du monde de demain...

Car si l'Europe arrive à échapper à l'orbite de l'impérialisme américain pour se tourner, dans les 20 ou 30 années qui viennent vers le Sud et l'Est, ce qui est sa vocation, cela suppose la réalisation d'une certaine nombre de conditions sur le plan économique. En particulier un développement industriel qui n'aura plus rien de com-

parable avec celui que nous avons connu depuis 25 ans, assis principalement sur les besoins des pays riches.

Cette politique économique, très différente de celle qui est menée actuellement, nous devrions la concevoir en faisant un gros effort d'imagination, en essayant de voir ce que ça peut signifier, à la fois au niveau du partage des pouvoirs, de la hiérarchie des revenus dans la société. Ce que ça implique au point de vue d'une planification qui, pour être décentralisée, n'en sera pas moins impérative, etc.

Je pense notamment que l'orientation autoritaire des grands investisse-

des systèmes idéologiques plus vulnérables

• J. L. G. — Tu n'a pas répondu sur le problème du temps. Il est évident qu'il ne faut pas le majorer, car ce serait avoir une vision historique plutôt pessimiste. Mais il me semble, malgré tout, qu'il y a là un facteur important.

Pourquoi ? Parce que les systèmes de conditionnement sont énormes : aussi bien conditionnement par le phénomène de consommation de masse, que conditionnement par le marquage idéologique. Il y a là des données nouvelles que la gauche n'a jamais analysées de manière très précise. Il semble que nous retardons de ce côté-là.

La vision futuriste que donne, par exemple, le film « Orange Mécanique » — qui est une vision prophétique — n'est pas aberrante, et ce peut être la réalité de demain. Nous la percevons déjà dans certaines situations, en Amérique.

Or, dans une période où — conjoncturellement — apparaissent de nouveaux problèmes, les systèmes idéologiques sont plus fragiles.

Le mouvement ouvrier a souvent commis l'erreur — qui est due à une certaine lecture de Marx — de privilégier totalement l'instance économique. Nous croyons, nous, à la nécessité d'une démarche conjointe où on aborde les problèmes au niveau des instances économiques, politiques et idéologiques. Et nous disons que la période actuelle a pour caractéristique une certaine fragilité, des contradictions entre ces différentes instances, et que nous devons savoir mettre à profit ces contradictions.

Tout en étant tout à fait d'accord avec toi pour dire qu'un nouveau modèle de développement implique des préalables, et d'abord un changement de la nature du Pouvoir, je n'avais pas fait l'impasse là-dessus, mais il existe des acquis fondamentaux dans le mouvement ouvrier.

• J.-P. C. — C'est bien la raison pour laquelle nous nous en sommes donné les moyens depuis déjà trois ans. En signant le Programme Commun, qui constitue le seul terme de l'alternative à l'heure actuelle, et qui fournit aux luttes un débouché politique global.

Pour nous, c'est une chose absolument évidente et je pense qu'on est souvent injuste avec le Programme commun, parce qu'on en critique le contenu, comme si c'était là l'essentiel. Alors que l'essentiel, à mes yeux, c'est la constellation politique très nouvelle qu'il fait apparaître, c'est l'union de la gauche réalisée sur un programme de gouvernement dont le tranchant anticapitaliste est absolument évident.

ments d'un certain nombre de secteurs, la maîtrise totale des circuits financiers entre la France et l'étranger, sont des exigences auxquelles il faudra savoir répondre.

Mais pour répondre à ta question sur le temps, nous sommes sensibles au fait que le temps nous est compté. De toute façon, il est toujours compté, la vie est courte ! Et je dirais que du point de vue de notre responsabilité, vis-à-vis des masses, nous ne pouvons pas les laisser démunies.

Donc, il existe avec le Programme commun une possibilité de changement politique fondamental. Est-il possible d'aller plus loin, je pense que oui. Je pense qu'il est possible d'élargir encore l'union qui est réalisée sur la base du Programme Commun.

Je pense que la date importante sera plutôt 75 ou 76. Il y a un phénomène qu'on a souvent observé et qui rejoint ce que dit Debré : « quand la crise est là, le pays ne vote pas à gauche ». C'est plutôt quand la crise commence à s'estomper que le pays vote à gauche, l'exemple des années 32-35 est significatif.

Maintenant, je partage ton avis quand tu dis que l'occasion peut être saisie d'une prise de conscience plus globale pour une majorité de gens. Et dans mon esprit, il ne s'agit pas seulement d'une majorité électorale.

• J. L. G. — Il ne s'agit pas d'évoquer le Programme commun sur le fond. A l'époque, nous l'avons salué comme un acte politique important, c'est-à-dire l'apparition d'une gauche traditionnelle regroupant ses forces.

Nous avons été extrêmement critiques sur le contenu, pas la peine de revenir là-dessus.

Mais je crois que, tout compte fait, le reproche le plus important que l'on pouvait lui faire, c'est que, de par sa nature, de par la manière dont les problèmes sont abordés, il ne nous semble pas contribuer à créer réellement une dynamique de mobilisation populaire.

Or, c'est fondamental. Et à ce titre, l'expérience chilienne est extrêmement importante, parce que — et tu l'as dit toi-même — si une majorité électorale est un moyen d'occuper le pouvoir, elle n'est pas suffisante pour transformer les conditions de ce pouvoir. Et d'autre part, les difficultés que nous connaissons, que l'on pourrait énumérer, de la période qui suivra immédiatement cette occupation du pouvoir, ne pourront être dépassées que s'il y a une prise de conscience populaire très forte, une mobilisation très large.

J'ai été frappé par la campagne électorale de la gauche du Programme commun. Une campagne très statique. Je me souviens entre autres d'une affiche de base de cette campagne, qui disait en gros, peu importe quel était le parti, je ne m'en souviens plus, qui disait « Faites-nous confiance »...

IE SERA LE INTENSE TION

● J.-P. C. — Je ne me souviens pas l'avoir vue.

● T. S. — C'était une affiche du P.C. On voyait une famille et un slogan : « comme eux, faites confiance au Parti Communiste ».

● J.-P. C. — Oui, effectivement.

● J. L. G. — Peu importe les termes exacts. Il y a un peu dans le Programme commun une démarche de cette nature. En gros : « les gens qui sont au pouvoir ne sont pas compétents, sont malhonnêtes, etc. Votez pour d'autres, plus compétents, plus honnêtes, etc ».

C'est-à-dire l'aggravation d'un phénomène qui me semble extrêmement grave, et qui rejoint ce que j'appelais le matraquage idéologique. Un phénomène de mentalité d'assistés. Je ne crois pas que la gauche puisse l'emporter, je ne crois pas surtout qu'elle puisse réellement surmonter les dif-

ficultés qui l'attendent au lendemain d'une éventuelle victoire, si elle joue aussi sur ce phénomène, cette mentalité. Ça me paraît fondamental.

Prenons un exemple : imaginons qu'il y ait occupation du pouvoir. Il y a un certain nombre de mesures de simple justice — en ce qui concerne le partage du revenu, etc. — qu'il faudrait prendre immédiatement, et sur lesquelles on tomberait vite d'accord.

Mais ces mesures dégageraient aussitôt des capacités de consommation plus grandes, avec un appareil productif dont on sait qu'en France il tourne à 100 %.

Il faudrait donc pouvoir canaliser cette consommation sur des besoins plus collectifs : loisirs, habitat, peu importe... Susciter l'apparition d'un phénomène de consommation collective alors que tout le système actuel repose sur la consommation individuelle. Et cela nécessitera un débat politique d'une très grande force, une très forte mobilisation, sinon on voit très bien quelles peuvent être les conséquences d'une situation non maîtrisée.

Il y a là un problème de fond, qui explique en grande partie notre désaccord par rapport à la manière dont la gauche traditionnelle a abordé la situation, il y a d'autres points mais cela n'est pas l'essentiel de notre débat.

une lecture hypocrite du programme commun ?

● J.-P. C. — Je crois que tu as raison de mettre l'accent sur les difficultés de la période de transition. Mais je crois aussi qu'il y a une lecture hypocrite du Programme commun, et je voudrais m'en expliquer franchement.

Il ne suffit pas de luttes de masses pour arriver au socialisme. Une des leçons de Mai 68, c'est qu'il a manqué un débouché politique global au mouvement.

● J. L. G. — Tout à fait !

● J.-P. C. — C'est à cette carence fondamentale que vise à remédier le Programme commun. Je ne dis pas que nous ayons réussi à armer complètement le vaisseau. Je ne pense pas qu'il faille se reposer sur le résultat acquis en juin 72. Mais il me semble qu'il faut prendre garde à une critique « gauchiste » du Programme commun, qui dit : « Le Programme commun ne prévoit rien en tel ou tel domaine. Il est muet sur l'autogestion, centralisateur, jacobin, etc. ».

Je crois qu'il faut être très clair à ce niveau-là : c'est souvent une analyse des forces qui sont rassemblées sur le Programme commun, qui amène un certain nombre de gens à tirer des conclusions pessimistes. Des gens qui pensent que le Programme commun est avant tout dominé par le FCF et la CGT. Qui donc font une critique « de gauche », qui finalement rejoint une critique « de droite », à base d'anticommunisme.

C'est par anticommunisme que réagissent un certain nombre de gens — et c'est peut-être le cas notamment de certains éléments syndicalistes, affrontés dans les entreprises par exemple, à la puissance du PC et de la CGT — et peu désireux au fond d'enclencher un processus qui les confronterait globalement avec cette puissance.

En ce qui nous concerne, nous voyons les choses de manière dynamique. Le Programme commun, c'est d'abord, à nos yeux, un levier, un levier pour les luttes. Je reconnais que

la manière dont il est souvent présentée peut contribuer à donner le sentiment qu'il n'y a « qu'une solution, le programme commun ». Aussi absurde que « qu'une solution, la révolution ».

Je voudrais bien savoir comment faire la révolution, par quel moyen, par quel biais, sans ce levier que constitue le Programme commun, un levier qui n'a jamais eu d'équivalent dans notre pays — ni au moment du Conseil national de la Résistance, ni au moment du Front Populaire.

Nous disposons là d'une arme offensive, dont il est important que les masses populaires puissent se servir pour ouvrir la voie à une situation qui sera absolument nouvelle, et que le Programme commun lui-même ne prévoit pas, ne peut pas prévoir.

En effet, une transition au socialisme ne peut être menée avec succès que sur la base d'une intense et massive mobilisation populaire.

● J. L. G. : Nous avons probablement commis l'erreur de négliger l'instance politique. Cette erreur, nous l'avons reconnue, et les propositions que nous avons faites d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste, tend à corriger cette erreur. D'ailleurs le débat engagé dans l'extrême-gauche vis-à-vis du PSU est étonnant. Il y a un peu partout — et particulièrement dans les courants maoïstes — une tendance à se poser des questions sur le thème : « c'est peut-être le PSU qui avait raison ».

Je crois qu'il y a là quelque chose d'important pour l'ensemble de la gauche et que nous avons joué un rôle qui me paraît utile.

Mais, en revanche, le Programme commun me paraît toujours privilégier beaucoup trop l'instance politique et ne pas contribuer à créer les conditions d'une mobilisation populaire, et cette critique n'a rien à voir avec un quelconque anticommunisme qui n'est pas du tout notre propos. Le débat très ferme qui se poursuit entre le PSU et le PCF actuellement en est

la preuve, et il ne peut y avoir là-dessus aucune ambiguïté.

Seulement, lorsque tu parles de la nécessité d'une dynamique populaire, avant même la prise du pouvoir, c'est justement là qu'il nous semble distinguer les plus fortes insuffisances du Programme commun.

Et c'est d'ailleurs là le sens de notre proposition : recherchons ensemble des objectifs précis, des conditions de lutte, des moyens d'action qui contribuent à créer cette dynamique.

Car pour en revenir à la période qui suivra immédiatement la conquête du pouvoir — qui sera ce qu'il sera, avec son organisation hiérarchique, son administration, son armée, sa police et les oppositions à l'intérieur de celles-ci, tout ce que nous ne pouvons méconnaître — il semble qu'il y ait une nécessité, l'apparition de contre-pouvoirs permettant en même temps de créer les points d'appui à cette

mobilisation populaire, et de créer une dialectique entre le pouvoir tel qu'il sera — celui dont nous hériterons — et ces contre-pouvoirs d'une autre nature.

Nous avons bien vu, dans l'expérience chilienne, que c'est dans la mesure où il y a eu apparition de ces contre-pouvoirs, qu'il y a eu possibilité de répondre à des situations objectives. Et quand on parle de contre-pouvoirs, c'est aussi bien au niveau de l'entreprise, que de la ville, de la région... la liste n'est pas limitative.

Si nous ne parvenons pas à contribuer à créer cette dialectique, je crois que les capacités de réponse et de résistance à une situation difficile seront très faibles. Et que le problème fondamental qui est celui — non pas dans l'immédiat du dépérissement de l'Etat, mais déjà d'une remise en cause des organes dont nous hériterons — ne pourra être résolu...

contre-pouvoir ou points d'appui ?

● J.-P. C. — Je voudrais repartir du début. On part de l'idée que la victoire du Programme commun ne serait certainement pas un élément suffisant pour ouvrir la voie — je ne dis même pas à la transition vers le socialisme — je dis, à la réalisation même du Programme commun.

Je suis d'accord là-dessus. Je suis persuadé que cette réalisation du Programme commun — j'entends évidemment dans sa partie anticapitaliste, les réformes de structures, c'est-à-dire l'essentiel — ne sera possible que sur la base d'une intense mobilisation populaire.

Mais je voudrais dire que cette mobilisation populaire a un arrière-plan plus profond. Elle ne peut pas seulement être l'effet des luttes au niveau des différentes instances sociales. La réalisation du Programme commun suppose la mobilisation de tous ceux que Mai 68 a mobilisés.

Il y a peu d'exemples de transition qui aient réussi. Le seul exemple, c'est la transition de la société féodale à la société bourgeoise, c'est la Révolution de 89. Cette révolution a créé, dans le pays, une dynamique formidable, assise sur toute une Histoire, tout un tissu de représentations, de réflexions, etc. On ne peut concevoir la transition au socialisme, en France, sans se replacer dans la trame historique de notre pays depuis la Commune. C'est dans la mesure où nous aurons le sentiment de la profondeur historique de ce que nous faisons, que nous pourrions motiver une puissante mobilisation populaire. Ça nous amènerait à des réflexions de philosophie politique que j'épargne aux lecteurs de TS...

Mais j'en reviens à la lutte au niveau des instances sociales. Elle est fondamentale, et c'est pour cela que le thème de l'autogestion est pour nous essentiel.

A ce niveau-là, peut-on dire qu'il faut créer des contre-pouvoirs ? Je crois que l'expression n'est pas juste. Mais il peut y avoir ce que j'appellerai des points d'appui. Au niveau des entreprises notamment. Ces points d'appui seraient les bases d'une nouvelle organisation du pouvoir, une organisation décentralisée à partir de laquelle les gens décideraient vraiment de ce qui les regarde.

Mais il faut distinguer au moins deux phases : ce que l'on appelle le contrôle — où il ne faut pas parler de contre-pouvoirs. Et une fois instauré un nouveau modèle social, une nou-

velle logique de développement, on peut effectivement inscrire ça dans une nouvelle réalité juridique, qui est évidemment en opposition totale avec la structure actuelle — ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait plus d'instance centrale. Comme tu l'as dit toi-même, le dépérissement de l'Etat, ce n'est pas la réalité de la période de transition. La réalité de cette période, c'est un Etat populaire.

● J. L. G. — J'attache probablement plus d'importance que toi à ce que tu appelles des « points d'appui », parce que je crois qu'ils auront non seulement la vocation de créer une nouvelle pédagogie politique, non seulement de créer des pôles de résistance aux difficultés qui naîtront inmanquablement...

● J.-P. C. — Je suis parfaitement d'accord avec ça.

● J. L. G. — ... Mais encore qu'ils auront vocation à créer d'autres systèmes de références, déjà au niveau du système de consommation, et constituer l'amorce de ce que sera le pouvoir des travailleurs et la naissance d'une nouvelle légalité.

C'est la lutte de classe qui constitue le seul moteur réel aussi bien de la résistance à une offensive en retour du capitalisme que de la construction du socialisme autogestionnaire.

En ce qui concerne le modèle de développement, il me semble qu'il y a là des points qu'il nous faudra éclaircir, et que nous aurons intérêt à distinguer, notamment, valeurs d'usages et valeurs d'échanges, c'est-à-dire à faire la distinction entre la capacité de l'appareil productif et ce qu'il est — et la valeur d'usage qui doit créer une autre définition plus collective de la consommation, l'articulation entre les deux devant permettre de définir un nouveau modèle de consommation.

● J.-P. C. — Oui, mais ces points d'appui auront d'abord pour raison d'être, de répondre aux nécessités, par conséquent d'être des sortes de petits systèmes D à tous les niveaux — transports en commun, réseaux de distribution, etc. Je dirai même, dans les périodes les plus tragiques, la résistance à des...

● J. L. G. — Exact !

● J.-P. C. — ... à des tentatives visant à briser la nouvelle légalité.

● J. L. G. — Tout à fait ! mais ils sont aussi l'apparition du pouvoir réel des travailleurs...

(propos recueillis par B. LANGLOIS)

MARTINIQUE

le colonialisme assassin

Deux morts, plusieurs blessés graves : bilan provisoire d'une grève générale dans un département français. Quel département ? Rassurez-vous : on ne tire pas (encore) sur les paysans bretons ou les ouvriers de Fos. Cela se passe très loin, à la Martinique. Ah bon, aux colonies ! Oui, aux colonies...

Le mouvement revendicatif des ouvriers agricoles de la Martinique, commencé le 17 janvier (- T.S. - 607) a connu un succès et un développement que les autorités préfectorales et les Békés (gros propriétaires) n'avaient pas prévus. Dépassé par la détermination des travailleurs et le soutien populaire qu'ils obtiennent, embarrassé surtout par le caractère anti-colonialiste du mouvement, le pouvoir a montré une

fois de plus le vrai visage de sa politique dans les D.O.M., qui n'est pas celui du libéral et soutenant Bernard Stasi...

Le caractère politique du mouvement n'est en effet apparu qu'avec le temps. Au départ, il ne s'agissait, pour les travailleurs en grève, que de faire aboutir de pressantes et légitimes revendications dont :

— le paiement intégral du sa-

laire à la fin de chaque semaine ou quinzaine ;

— 35,46 F pour une journée de 8 heures de travail ;

— la suppression des produits toxiques ;

— l'amélioration des conditions de travail, dans les hangars par exemple, où les règles élémentaires d'hygiène et de sécurité font défaut ;

— le paiement des congés payés exigible en juillet.

Mais, aux négociations que réclamaient les travailleurs, les autorités ont préféré faire donner les légionnaires. Tradition coloniale oblige.

Ce n'est pas la première fois.

En 1967 déjà, à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, des manifestations similaires d'ouvriers du bâtiment avaient été réprimées dans le sang : plusieurs dizaines de tués, et pas tous au cours des manifestations, mais aussi chez eux, ou sur leurs lieux de travail. Et pas n'importe quels manifestants : les coups de feu visaient tout particulièrement certains militants. Ceux-là même qu'on appelle meneurs ou gauchistes, selon qu'on est parti politique ou autorité préfectorale.

Cette fois-ci, à la Martinique, on s'est d'abord essayé à briser le mouvement — en faisant appel à des jaunes de l'île anglaise de Sainte-Lucie. Puis à semer la confusion, avec de faux tracts signés :

comité de soutien aux grévistes. Toutes ces manœuvres ayant échoué, il ne restait plus que la négociation, ou la répression.

C'est très au point, merci. Mais on ne vous raconte pas tout dans la presse-comme-il-faut. On ne vous a pas dit, par exemple, que le trésorier du comité de soutien a été atteint par des balles tirées de l'hélicoptère qui survolait les manifestants. Même technique qu'en Guadeloupe, en 67 : vous coincez les manifestants par devant et par derrière, pas de possibilité de dislocation, affrontement inévitable. Et aux tireurs d'élite de l'hélico, de sélectionner les cibles : comme à la parade !

On se souvient qu'en 71, dans cette même Martinique, on abattait froidement, comme un lapin, un étudiant qui disait à Messmer qu'il n'était qu'un valet des forces d'argent.

Madagascar, Indochine, Algérie, Djibouti, Guadeloupe, Martinique, Guyane : une même continuité. La France reste un Etat colonial. Il serait temps que les Français s'en aperçoivent. Le moins grave n'est pas l'indifférence de l'opinion publique.

Corresp. ■

Correspondances

● LE HAVRE : les docks Fouquet, entreprise de négoce de matériaux de construction. Une boîte féodale, où le patron règne de droit divin. Actions revendicatives quasi inexistantes. Jusqu'à maintenant...

11 février : A.G. du personnel. Devant le refus de la direction d'augmenter les salaires et d'avancer la date de la commission paritaire (prévue en avril), une grève de 24 heures reconductible est votée à l'unanimité. Production paralysée, centrales à béton bloquées, livraisons aux chantiers de la région stoppées. En trois jours, les grévistes obtiennent satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications.



● AUBERVILLIERS : grève chez Olivetti-France. Démarrée le 11 février, par vingt-deux femmes des services administratifs pour empêcher le remplacement dans son poste d'une jeune femme en congé de maternité, et syndicaliste active. Le lendemain, 12 février, extension de la grève à 300 travailleurs, à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. A la revendication initiale s'ajoute une défense plus générale des droits syndicaux dans l'entreprise et l'ouverture immédiate d'une discussion pour un plan social 74, repoussé d'échéance en échéance depuis novembre. Un comité de grève est constitué.

La direction refuse toute discussion et se retranche derrière « l'inquiétude économique actuelle en Europe ». La grève continue. A suivre.



● MONTEILIMAR. — Grève limitée d'une partie du personnel de l'hôpital, depuis le 11 février, accompagnée d'une grève de la faim de deux agents. En question, bien sûr, les conditions de travail déplorables, comme dans beaucoup d'hôpitaux français. Les travailleurs expliquent : « L'hôpital fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En cas de surcroît de travail, le personnel est tenu de rester après ses huit heures de travail pour assurer les urgences. La pénurie du personnel entraîne des conditions de travail incompatibles avec les tâches et les fonctions à remplir en milieu hospitalier. Tout le personnel est conscient des servitudes du travail dans les hôpitaux, mais il se refuse, au nom du dévouement, si facilement prisé par les directions, à travailler dans des conditions déplorables, au mépris de sa santé, et surtout au mépris de la sécurité et du confort du malade. »

Un conflit qui commence à faire du ramdam dans la petite capitale tranquille du nougat.

● PARIS-XIV. — Les travailleurs immigrés expulsés du foyer Raymond Losserand contre-attaquent. Ils déposent une plainte, avec constitution de partie civile pour violences, bris de clôture, attentat aux libertés, violation de domicile. Ils s'en sont expliqués devant la presse, avec leurs avocats (Henri Leclerc et Henri-José Le-grand). Ils vont s'appuyer notamment sur la loi, qui ne permet l'expulsion pendant l'hiver que si « le relogement des intéressés est assuré dans les conditions suffisantes respectant l'unité et les besoins de la famille ».

Or, il n'existe, en droit, aucune définition formelle du mot « famille » : la loi considère comme telle toute cellule sociale de base formée d'individus qui ont choisi de partager la même vie (non seulement famille légitime, mais naturelle ou adultérine...). Dans ce sens, la communauté que les travailleurs africains avaient formée pour combattre la précarité de leur condition peut être considérée comme leur véritable famille, subvenant aux besoins des malades, des chômeurs et des nouveaux migrants. Face à la dispersion dans les cinq foyers où ils ont été relogés, les travailleurs africains revendiquent le maintien de leur unité.

Ça se plaide. Et on attendra le résultat avec intérêt. C'est en tout cas judicieux d'utiliser la loi bourgeoise pour tenter de la retourner contre la bourgeoisie.

Même si — et les comités de lutte et de soutien de Losserand en sont bien conscients — cette action en justice ne peut être qu'une étape et un moyen parmi d'autres. ■



COMBAT : la crise

DEPUIS la fin de la semaine dernière, la crise qui couvait au quotidien « Combat » a éclaté au grand jour. L'ensemble des journalistes a en effet décidé de cesser sa collaboration au journal au nom de la clause de conscience. Ils utilisent ainsi une disposition particulière de la législation sociale qui permet au journaliste de considérer que son contrat de travail est vidé de son sens en cas de changement notable dans le caractère ou l'orientation de la publication à laquelle il collabore.

En l'occurrence, c'est le changement notable du caractère de « Combat » qui a conduit les journalistes à partir. Depuis octobre dernier, en effet, les déficiences techniques se sont multipliées du fait de l'insuffisance et de l'incohérence des moyens mis en œuvre par Henry Smadja, propriétaire de « Combat » (qu'il a racheté dans les années cinquante).

Dans un premier temps, les journalistes ont développé une lutte sur le plan interne : arrêts de travail, motions, etc. A chaque pression des journalistes, la direction a répondu par des promesses non tenues et la dégradation de « Combat »

s'est poursuivie de plus belle.

Cette situation avait déjà conduit Philippe Tesson, rédacteur en chef et Richard Liscia, rédacteur en chef adjoint, à donner leur démission il y a une quinzaine de jours.

En rendant publique leur décision, les journalistes de « Combat » ont voulu se désolidariser de la direction du journal, dont les carences de gestion sont à l'origine du conflit.

S'il est vrai que la liberté d'expression était la règle de « Combat » et que, de ce fait, les journalistes ont fait des sacrifices sur le plan des conditions de travail et évidemment des salaires, ces sacrifices ne rimait plus à rien dès lors que leur journal était « peu lisible » dès lors que sa diffusion déficiente en faisait une feuille confidentielle.

Le conflit qui vient d'éclater à « Combat » dépasse dans une certaine mesure le cadre de la presse et des journalistes dans la mesure où, là comme dans bon nombre de luttes actuelles, ce qui s'est trouvé en question, c'est le pouvoir patronal, le droit pour le détenteur du capital de gérer à sa guise.

Guide de la France des luttes

A l'initiative d'Alain Jaubert, journaliste, Jean-Claude Salomon, libraire et Ian Segal, écrivain, paraîtra dans le courant de l'année 1974 aux éditions Stock, le Guide de la France des Luttes, véritable annuaire de la gauche en France, depuis les organisations politiques les plus traditionnelles jusqu'aux groupes plus marginaux. Le guide sera remis à jour tous les deux ans. L'ouvrage qui recensera plus de 3.000 groupes dans tous les domaines (organisations politiques, syndicats, santé, communautés, femmes, avortement, crèches, édition, presse, cinéma, vidéo, écologie, culture, loisirs, mouvements anti-impérialistes, et autonomistes, cadre de vie, justice, minorités, travailleurs immigrés,

prisons, armée, régions, matériel pratique, etc.) sera un outil de travail et un instrument de communication indispensable.

Le recensement a été fait de la façon la plus minutieuse. Toutefois, il est possible que certains groupes aient été oubliés. Tous ceux qui le désirent peuvent toujours se manifester en faisant parvenir d'urgence leur adresse aux Editions Stock, Guide de la France des Luttes, 14, rue de l'Ancienne-Comédie, Paris 6°. Un questionnaire leur sera envoyé qui leur permettra de se définir eux-mêmes et d'apparaître dans le guide sous la forme qu'ils auront choisie. Toute suggestion sera la bienvenue. ■



assises nationale pour l'autogestion

A l'initiative du collectif provisoire du CLAS s'était tenue, le 21 janvier, une réunion destinée à préciser le projet d'Assises Nationales pour l'autogestion, adopté dans son principe en début d'année. Treize organisations ou revues ont participé au débat, certaines à titre d'observateurs : Action, AMR, Amis de la Terre, Autogestion et socialisme, CNAPF, GAM, Ligue laïque pour le socialisme, Objectif socialiste, PSU, Groupes TC, JEC, Groupes d'action non violente.

Nous publions ici des extraits du texte commun qu'ont adopté ces organisations pour présenter ces assises. Texte paru dans le n° 2 de « CLAS-Information ».

UN premier objectif est de favoriser la rencontre et la connaissance des militants et organisations qui seront présents aux Assises. Pour ce faire, deux directions ont été retenues pour la première phase, susceptibles d'assurer le brassage entre participants d'organisations différentes, tout en permettant un échange d'expériences concrètes :

— Discussions sur des thèmes ou des terrains de lutte extérieurs aux institutions et qui ont pris ces derniers temps une importance nouvelle, par exemple : femmes, écologie, non-violence, sexualité, consommation...

— Présentation et analyse des actions déjà menées en commun à l'initiative du C.L.A.S. par différents groupes locaux.

Deuxième objectif : prendre en compte une situation économique et sociale susceptible d'évoluer rapidement vers une crise d'envergure. Une deuxième partie serait ainsi consacrée à l'examen des problèmes nouveaux soulevés par l'actualité sur les terrains du cadre de vie, de l'entreprise, de la formation. Les débats devraient être introduits par des rapports ou des contributions préparatoires, envoyés suffisamment à l'avance aux

militants pour pouvoir être largement et collectivement discutés au plan local. Les textes devraient se situer dans la perspective d'une critique et d'une remise en cause du modèle de croissance actuel et mettre en valeur celles des luttes sociales qui peuvent être menées de façon à contester ce modèle (par exemple : transports, formation permanente, emploi). Les contradictions susceptibles d'apparaître dans une telle approche (cf. LIP et la fabrication d'armement) devraient être abordées de front.

Troisième objectif : mettre en pleine lumière les réponses nouvelles que peut apporter la démarche autogestionnaire, c'est-à-dire déboucher à partir des discussions précédentes sur les problèmes de stratégie et d'objectifs significatifs à court terme. Cette troisième partie pourrait se conclure par l'adoption d'une Déclaration et d'une Plate-forme d'Actions communes.

Enfin, il devrait apparaître clairement que les Assises constituent non un aboutissement mais une étape dans le développement et l'organisation du mouvement pour l'autogestion socialiste. Une telle affirmation devrait ressortir des textes adoptés. Dans la

mesure où cela paraîtrait possible et souhaité, il pourrait également être procédé à la mise en place — publique cette fois — d'un nouveau collectif provisoire d'animation formé selon les situations de personnes ou de représentants d'organisations.

Il est convenu que le Collectif Provisoire actuel prendra en charge au départ la préparation des Assises, préparation qui sera aussi décentralisée que possible. A cet effet, une série de numéros de C.L.A.S. - Information servira à la diffusion des premiers documents et débats.

Cela dit, il est clairement posé en principe que le courant autogestionnaire déborde largement les organisations actuellement liées au C.L.A.S.

S'il est donc admis que le lancement des Assises sera effectué par les organisations réunies le 21 janvier, celles-ci appellent à la création de Comités de Préparation plus larges — aux plans local et national — avec la participation de tous les groupes intéressés par le projet autogestionnaire et la stratégie de contrôle et en particulier de sections ou de fédérations syndicales.

Enfin, les organisations, « politiques » ou non, désirant être invitées pourront envoyer aux Assises leurs représentants.

Matériellement enfin, il est convenu que les Assises : regrouperont environ 500 participants ; se tiendront dans la région parisienne ; se dérouleront les 20 et 21 avril 1974.



LE premier des quatre colloques organisé par la CFDT avec la participation du PS, du PSU et du CLAS s'est tenu le 16 et 17 février sur le thème : Autogestion et Travail. Trois rapports ont été présentés par Hubert Lesire-Ogrel (CFDT), Jean Le Garrec (PSU) et Henri Rey (PS). Cette première confrontation a permis d'ouvrir un débat sur lequel nous aurons l'occasion de revenir. Regrettons simplement que les problèmes de l'organisation du travail, aient été trop souvent noyés dans des déclarations trop générales qui n'avaient pas toujours grand chose à voir avec le sujet réel du colloque. (de gauche à droite : Gérard Jacquet, PS, Albert Detraz, Edmond Maire, CFDT, André Jeanson, Objectif Socialiste, Gérard Féran, PSU, Henri Rey, PS).

EN VENTE AUX EDITIONS SYROS

9, rue Borromée, 75015 Paris — C.C.P. 19706 28 Paris

● *l'histoire du PSU par Édouard Depreux*

- en souscription : 15 F franco au lieu de 22

● *le Manifeste du PSU : 10 F*

● *les Lip racontent : 15 F*

● *les textes du Conseil national : 5 F*

● *brochure École-formation : 2F50*

COURRIER DES ENTREPRISES

Le Numéro 20 n'est pas encore épuisé.

Au sommaire :

- La C.N.E. de Besançon.
- La lutte des cimenteries.
- L'intervention de groupe dans les boîtes.
- Dossier aviation et emploi.
- Lip.

ABONNEZ-VOUS

A paraître : numéro 21

Nom - Prénom

Adresse

A retourner 9, rue Borromée, 75015 PARIS, avec un chèque de 15 F à l'ordre de « Tribune Socialiste ».



le droit à l'opposition

Michel Rocard le disait récemment dans « T.S. » : « Il est aussi des silences impossibles ». Et c'est bien parce que nous préférons la clarté du débat aux embarras de la diplomatie, que nous revenons cette semaine sur les conséquences politiques de l'expulsion de Soljenitsyne.

SOLJENITSYNE est gênant. A gauche comme à droite, on aimerait bien pouvoir étiqueter l'écrivain, afin d'en faire, suivant les besoins de la cause, « un slavophile réactionnaire », un symbole du combat pour le « socialisme à visage humain », ou un grand libéral prônant les vertus du « monde libre ».

Seulement voilà : l'homme, son œuvre, présentent des aspects complexes et contradictoires.

Veut-on en faire un « oppositionnel de gauche » du stalinisme et l'on découvre qu'emporté dans sa critique, c'est le projet socialiste même qui se trouve attaqué.

Veut-on le réduire par contre à un réactionnaire nostalgique de la Russie pré-révolutionnaire, et l'on sent dans ses livres une compréhension profonde de ce que vivent aujourd'hui les travailleurs, le peuple soviétique.

Oui, il est difficile de récupérer Soljenitsyne. Car ses propres contradictions ne sont pas sans rapport avec celles du système soviétique lui-même.

pourquoi ?

Il s'agit en effet de comprendre pourquoi lorsque des oppositions s'expriment en URSS ou dans d'autres pays socialistes, elles finissent par remettre en cause le socialisme lui-même. Qui n'a pas été surpris en voyant

geant en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, du type d'idéalisation incroyable du système capitaliste occidental par une bonne partie de la jeunesse de ces pays ? Et c'est bien là le problème : en cherchant à vouloir faire entrer le monde socialiste dans une concurrence qui se situe sur le même terrain que le capitalisme, l'U.R.S.S. a pris l'énorme risque de provoquer des oppositions qui ne voient comme seule alternative au stalinisme qu'un prétendu « monde libre », autrement expert en matière de répression policière et d'exploitation des travailleurs.

Tel est, camarades communistes, le seul, le vrai débat sur ce que vous appelez l'antisoviétisme. Et pour être clair, ajoutons qu'il concerne aujourd'hui tout autant les méthodes utilisées en Chine qu'en URSS. La campagne qui vise aujourd'hui à transformer des divergences politiques au sein de l'appareil dirigeant chinois en un exorcisme collectif de l'idéologie Confucius - Lin Piao, relève en effet d'une même conception aberrante du pouvoir politique.

Il ne s'agit malheureusement pas de simples erreurs de parcours, de responsabilités personnelles de quelques hommes. Ce qui est en jeu c'est l'idée même qu'un pouvoir, un parti, puissent prétendre représenter totalement l'expression d'un peuple. Une opposition, quelle qu'elle soit, ne constitue pas une bavure, la preuve qu'un système

économique, social et politique reste incohérent. Elle manifeste au contraire, par son existence, qu'en matière politique il n'est d'autre possibilité que de débattre sur des choix collectifs différents ou contradictoires.

Et si nous-mêmes nous parlons d'un socialisme autogestionnaire, ce n'est pas pour inventer un modèle de socialisme qui permettrait enfin d'extirper les conflits. C'est au contraire pour créer des lieux où ils puissent se révéler, et par là-même se résoudre, autrement que par la loi du profit ou d'un appareil bureaucratique.

dans la clarté

C'est parce que ce problème de la liberté d'expression, d'opposition, est fondamental pour toutes les forces socialistes, que nous disons aujourd'hui à nos camarades communistes que la seule vraie façon de s'opposer à l'antisoviétisme et à l'anticommunisme consiste à combattre dans la clarté tout ce qui défigure le visage du socialisme. Comment peut-on accepter cette phrase du ministre Gromyko concernant Soljenitsyne : « L'U.R.S.S. n'a pas besoin de son breuvage empoisonné ». Ne voyez-vous pas que ce sont de telles phrases qui constituent pour une gauche socialiste et communiste un véritable « breuvage empoisonné » ? Ne comprenez-vous pas qu'il serait dérisoire de se féliciter du ton diplomatique et modéré du Parti socialiste et des radicaux de gauche sur le problème, alors qu'il s'agit de comprendre que, jamais la gauche ne gagnera dans ce pays si au-delà de ses paroles, ses actes n'annoncent pas un socialisme de la liberté ?

Une liberté pour laquelle nous ne cesserons d'affirmer qu'elle est encore infiniment plus bafouée par le capitalisme, comme en témoigne symboliquement l'arrestation du grand écrivain uruguayen Onetti, passée pratiquement inaperçue.

Mais pour le coup, et nous citerons cette fois-ci, ce dont nous n'avons guère l'habitude, François Mitterrand : « La liberté est indivisible. On ne gagnera rien à opposer Prague à Santiago du Chili ». Car l'espérance du socialisme ne se nourrit pas seulement des crimes du capitalisme, mais de sa propre capacité à transformer des esclaves en hommes libres.

Gérard FERAN ■

Communiqué du BN

Alexandre Soljenitsyne vient d'être expulsé d'URSS, après avoir été arrêté. Cette mesure est grave. Elle porte atteinte directement aux droits élémentaires de tout homme et de toute collectivité en matière de liberté d'expression.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur les écrits de Soljenitsyne, cette décision des autorités soviétiques est inadmissible. Elle constitue de toute évidence la répression d'un délit d'opinion.

Le PSU, dont la lutte anticapitaliste a toujours eu pour objectif un socialisme indissolublement lié à la liberté, condamne une telle décision et espère encore qu'un pouvoir issu de la révolution de 1917 saura la rapporter.

notes de lecture

● GARAUDY SORT DE L'OMBRE

Asa sortie du P.C.F., comme éberlué par le nouveau monde qu'il découvrait, Roger Garaudy semblait s'être quelque peu perdu dans les étoiles. Le voici revenu sur terre, et en plein jour. En consacrant le premier numéro de la revue qu'il dirige (1) au thème « Socialisme et liberté », il s'inscrit immédiatement dans le courant de ceux qui se refusent à voir dans la « démocratie avancée » une réponse sérieuse aux problèmes de notre société, et voient dans le socialisme autogestionnaire l'alternative qui répond le mieux aux formes actuelles de la lutte des classes et aux conditions de la révolution socialiste dans un pays tel que le nôtre.

La revue se veut documentaire et internationale. C'est ainsi que l'on trouve, dans ce premier numéro, des réflexions de communistes espagnols, italiens, yougoslaves, des critiques de livres, des extraits de textes significatifs des différents points de vue qui se sont exprimés au Chili à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Populaire, et enfin des éléments du débat C.G.T.-C.F.D.T. sur le socialisme.

Pour les militants révolutionnaires, cette revue peut être un instrument utile ; elle peut être aussi l'un des moyens

du débat nécessaire sur le socialisme autogestionnaire. C'est pourquoi elle nous concerne.

R. C. ■

(1) *Alternatives socialistes*. Ed. Stock. 14, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 PARIS. Les quatre numéros annuels : 40 F. Le numéro 12 F.

● THEORIE ET PRATIQUE DE L'ECONOMIE

CHAQUE jour qui passe fait découvrir un peu plus l'ampleur de la crise de la croissance économique. Des domaines auxquels on ne pensait pas se trouvent brusquement propulsés dans le champ de la crise. L'attrait du livre de Jacques Attali et Marc Guillaume, « L'anti-économique » (1) est de jeter dans la tourmente toute une partie des connaissances scientifiques, ou prétendues telles. La science économique enseignée à l'université sort mal en point de ces 240 pages.

Aucun des grands courants de la pensée économique n'est épargné. Le courant marginaliste classique se voit successivement accusé de ne pas rendre compte de la réalité (théorie de la concurrence) et d'engager la réflexion sur des impasses théoriques (théorie de la production) ; le courant marxiste est moins maltraité mais se voit néanmoins faire le grave reproche de ne

pas être sorti de la philosophie de la production de biens matériels des économistes classiques qui l'ont précédé et par suite de ne proposer qu'une critique faible de l'aliénation capitaliste. Les auteurs ne font d'ailleurs ici qu'effleurer un thème qui, dans un langage de sociologue assez ardu, est abordé de front par Jean Baudrillard, dans son récent livre « Le miroir de la production » (2).

Ces chapitres de « L'anti-économique » qui traitent des théories économiques sont bien sûr réservés à ceux qui ont certaines connaissances en la matière. En revanche, l'ouvrage comporte sur des thèmes tels que l'économie de la nature ou les significations réelles de la consommation, des réflexions neuves et exprimées sous une forme moins technique.

Les propositions ne sont pas non plus absentes de ce livre et s'inspirent largement de « l'école radicale » américaine. Elles viennent enrichir le bagage d'idées que les militants socialistes pourront avoir bientôt à mettre en pratique. Que des économistes qui appartiennent à ce courant socialiste commencent à réfléchir sérieusement dans cette perspective est déjà un signe prometteur.

J. G. ■

(1) Presses Universitaires de France.
(2) Casterman-Poche : 9 F.

● DOUZE « GRANDS »

J-B. Fages vient de publier un livre qui sera apprécié par tous les militants. Intitulé « Introduction à la diversité des marxismes » (1), il résume la vie et la pensée de chacun des principaux auteurs marxistes du XX^e siècle en quelques pages concises. Ceux qui se perdent dans les diverses « écoles » marxistes trouveront là l'occasion d'une vue d'ensemble peu détaillée, bien sûr, mais répondant à un souci de clarification.

La difficulté que doit surmonter un tel livre est toujours celle du choix et chacun pourra contester que l'étude de tel auteur ait été préférée à tel autre. En définitive c'est tout de même douze théoriciens ou praticiens de la pensée marxiste qui sont ainsi passés en revue : Lénine, Trotsky, Staline, Rosa Luxemburg, Lukács, Pannekoek, Otto Bauer, Gramsci, Reich, Lefebvre, Althusser, Mao.

J. G. ■

(3) Editions Privat : 26 F. Ces trois livres sont en vente à la librairie de « T.S. » ou par correspondance.

tout ça ne doit pas vous empêcher de lire T.S. !

Lip : qu'est-ce qui fait courir la C.G.T. ?

De quoi ont donc peur nos camarades de la CGT ? La question vaut la peine d'être posée. Il n'est pas si fréquent, en effet, qu'une organisation syndicale ouvrière, la première de France de surcroît, s'acharne à expliquer publiquement par la voix de ses principaux responsables que des travailleurs viennent d'essayer une défaite retentissante. Or, voici qu'à propos de Lip, Henri Krasuki, une nouvelle fois, lance l'attaque dans « La Vie Ouvrière », journal de la C.G.T., contre la façon dont la lutte a été menée.

Venant de la bourgeoisie, tant d'efforts pour discréditer des travailleurs ne peuvent surprendre. Mais il s'agit ici de dirigeants de la C.G.T. Alors, pourquoi ?...

Le thème de l'article d'Henri Krasuki est simple, à défaut d'être nouveau. « Il est dommage, affirme-t-il, qu'une victoire déjà acquise soit ainsi gâchée ». Ainsi, se trouve réécrite l'histoire de la lutte des travailleurs de Lip. Par la faute de quelques « irresponsables », dont la section syndicale CFDT, « la victoire » que constituait le plan Giraud s'est transformée en défaite : l'accord de Dôle. « Il faut donc avoir, conclut-il, le courage d'en tirer la leçon. C'est tout ».

Effectivement, camarade, il faut avoir le courage de tirer les leçons. Alors, faisons-le, mais en ne travestissant pas les faits.

Commençons donc par rappeler comme l'indiquait la CFDT lors de sa dernière conférence de presse « quelques vérités bonnes à dire ».

quatre vérités

Première vérité : nous le rappelons pour mémoire, car Michel Rocard l'a déjà démontré dans « T.S. » : il n'y avait pas de « plan Giraud » : ni stratégie industrielle, ni structure de financement. C'est bien pour cette raison que c'est Giraud qui, rappelons-le, car on cherche aujourd'hui à faire croire le contraire, a rompu les négociations alors que les syndicats avaient proposé ce qu'on a appelé à l'époque « le compromis de Dijon ». Si Giraud a rompu à l'époque c'est pour deux raisons : l'une industrielle, nous l'avons déjà expliqué. L'autre politique : il était mandaté pour que, par le biais de licenciements chez Lip, la lutte ne s'achève pas par une victoire. Ce fut l'affaire de l'atelier de boîtiers où la propre logique de Giraud aurait nécessité la réembauche de 150 personnes et où il maintenait pour des raisons purement politiques le chiffre de 50 (« T.S. » 604).

Deuxième vérité : si l'on en croit la C.G.T., « la victoire était déjà acquise » avec « le plan » Giraud. Cette affirmation est à ce point contredite par les faits, que la CGT n'a jamais rien dit de tel à l'époque. Son communiqué proposant la reprise du travail n'avait rien de très triomphant, souvenez-vous. Il fallait, estimait la CGT, se rendre compte que le rapport de force était devenu défavorable et qu'il n'y avait d'autre solution que d'accepter les propositions de Giraud « pour continuer la lutte au sein de l'entreprise ». Ainsi, ce que la CGT considérait elle-même à l'époque comme un « ultimatum » qu'il fallait bien accepter, est devenu aujourd'hui « une victoire déjà acquise ». Le renversement n'est guère subtil et encore moins convaincant.

Troisième vérité : la responsabilité de ce que la CGT considère désormais comme un échec est attribuée au « jusqu'au-boutisme » de la CFDT qui avait appelé au rejet pur et simple du « plan » Giraud. Il est exact qu'à l'époque — Piaget le disait récemment — les travailleurs de Lip ont sous-estimé la puissance des appareils de presse pour retourner contre eux l'opinion publique. Il est vrai que si tactiquement les travailleurs avaient mieux fait apparaître que c'était Giraud qui rompait les négociations en refusant les propositions intersyndicales de Dijon et non l'inverse, la campagne de presse sur « le suicide collectif de Lip » aurait été plus difficile à orchestrer.

Malheureusement, dans la vigueur de son attaque, Henri Krasuki oublie un fait qui n'est pas sans importance : c'est la CGT nationale et non la CFDT qui a rompu à l'époque le front syndical. Alors que CGT et CFDT de Lip s'apprêtaient en assemblée générale à rappeler les propositions communes faites à Giraud, l'intervention, dans la nuit, d'un responsable de la Fédération des Métaux CGT a conduit la section locale à rompre l'accord syndical pour proposer purement et simplement la reprise du travail.

Tout au long du conflit, la Confédération dut reprendre en mains sa propre section locale qui connaissait, elle les véritables réactions des travailleurs.

Le vote lui-même devait provoquer un nouveau désaccord puisqu'au dernier moment, la CGT Lip n'a pas défendu en assemblée générale la proposition de reprise du travail et a affirmé par la voix de Mercet que, quelle que soit l'issue du vote, elle serait solidaire de la majorité des travailleurs. Ton sensiblement différent de celui de sa propre confédération qui lançait le soir même une attaque d'une extrême violence contre « la malhonnêteté et les truquages de la CFDT ».

Quatrième vérité : si la CGT découvre a posteriori des mérites incomparables au « plan » Giraud, si elle considère comme un échec les accords de Dôle, elle oublie de rappeler dans sa comparaison qu'elle était disposée à accepter dans la dernière période le démantèlement et la seule réembauche de 100 travailleurs dans le secteur « armement ». Elle oublie aussi de remarquer que les plans Interfinexa et Neuschwander-Bidegain confirment totalement l'analyse industrielle faite par la CFDT et le PSU et que, sans le blocage politique acharné du gouvernement, la solution, intervenant beaucoup plus rapidement, aurait été beaucoup plus favorable quant au calendrier de réembauche.

Il est pour le moins curieux qu'un « syndicat de lutte de classe » néglige à ce point le fait que Lip s'est trouvé placé dans la situation d'un affrontement politique central avec l'appareil d'Etat. Connait-on beaucoup de luttes ouvrières qui, dans un tel contexte, se sont malgré tout terminées par une satisfaction importante des principales revendications formulées ?

Il reste une question grave. Les faits que nous venons de rappeler (et il en est bien d'autres tout aussi significatifs), la CGT, et particulièrement Henri Krasuki, les connaissent parfaitement. Alors, pourquoi une telle falsification qui n'a plus rien à voir avec un débat même mené fermement. Ne serait-ce pas parce que la CGT a finalement peur non seulement de ce qui s'est passé à Lip, mais plus encore du caractère de référence que cette lutte constitue désormais aux yeux de nombre de travailleurs ?

Comme le paysage était simple lorsque l'on pouvait affirmer que seuls quelques gauchistes entendaient proposer de l'extérieur une autre stratégie aux travailleurs. Mais Lip, comme Pêchiney, Cerizay, Evian, Péderneq, c'est tout autre chose. C'est au cœur du mouvement ouvrier que naît une stratégie autrement efficace et combative, celle du contrôle. Ce sont les travailleurs et non quelques intellectuels, qui expérimentent de nouvelles formes de démocratie, qui ouvrent par leurs formes d'action de nouveaux

horizons aux luttes sociales. — C'est la CFDT, c'est le PSU, et non quelques groupes d'extrême gauche marginalisés qui mettent toutes leurs forces dans un combat et qui démontrent ainsi qu'il existe pour la gauche une autre stratégie, une autre politique possible, celle qui mène au socialisme autogestionnaire.

fausse route

La virulence et la constance de l'attaque de la CGT ne peut s'expliquer que si l'on tient compte de cet enjeu. Mais pour sa propre argumentation, pour son propre combat, elle risque fort de faire fausse route.

Lip, comme mai 68, constituent désormais pour le mouvement ouvrier des références ineffaçables dans la conscience des travailleurs. Aussi, ne serait-il pas étonnant qu'un jour vienne, où changeant complètement de tactique, Henri Krasuki écrive, après « Le mai de la CGT » de Georges Séguy, « Le Lip de la CGT ». Ce jour-là, une autre discussion s'ouvrira sans doute. Mais pour l'heure, nous continuerons tranquillement à répondre aux falsifications par le rappel des faits, à la polémique aveugle par le débat loyal.

Basile VOLOKHINE ■

Le N° 67 de

NOTRE COMBAT

vient de paraître

LE P.S.U. ET L'UNION DE LA GAUCHE

- Le tournant du P.S.U.
- Histoire et préhistoire du P.S.U.
- Interviews de Michel Rocard et Robert Chapuis
- La vie riche et difficile d'une section
- Ce qu'en pensent la gauche et l'extrême gauche, etc...

Le n° 5 F CCP Notre Combat
3063911 La Source
49 rue du Faubourg Poissonnière Paris 9e

L'ETAT - PATRON

● pour comprendre

- l'avenir de la S.N.C.F. et des transports collectifs
 - la grève des houillères et le prochain conflit chez Renault
 - les débats de la Gauche syndicale et politique
- Le rôle des entreprises publiques, en France, depuis la Libération.

EN PLEIN DANS L'ACTUALITE :

Editions SYROS, 9, rue Borromée - 75015 PARIS - C.C.P. : 19706 28
Paris. Un livre 270 p. = 20 F.

WASHINGTON

la déroute

du mythe européen

La conférence de Washington n'aura pas été pour Henry Kissinger le succès qu'il escomptait. Elle aura été, pour Michel Jobert, la défaite qu'on pouvait prévoir. Elle aura marqué, en tout état de cause, la déroute du mythe européen. Mais trois échecs pour le capitalisme ne font pas forcément un succès pour le socialisme...

DEUX époques du capitalisme viennent de s'affronter à Washington. Avec Kissinger, c'est le capitalisme de demain, les grandes firmes dont l'activité s'étend sur l'ensemble du monde « occidental », partant déjà à la conquête des pays de l'Est : et pour qui les rivalités nationales n'ont plus de signification.

C'est pour satisfaire les besoins de ce capitalisme-là que Kissinger a lancé, il y a presque un an, l'idée d'une nouvelle alliance atlantique et que, depuis lors, il s'efforce de mettre sur pied un nouveau système de défense, des mécanismes monétaires internationaux et des règles commerciales adaptées aux nouvelles structures de production et d'échange.

la loi de la jungle

L'objectif de Kissinger, en convoquant autour des Etats-Unis les douze plus puissants Etats industriels, était de constituer un front uni des consommateurs de pétrole. Parce que le contrôle que les pays producteurs ont pris récemment sur l'exploitation de leurs ressources naturelles fait échec à la domination des grandes puissances, et Kissinger veut briser ce mouvement. Et puis aussi parce que, si on laisse jouer sans entraves les différentes stratégies des firmes pétrolières, cela peut entraîner des à-coups, des blocages ou des crises dans le fonctionnement de tout le régime capitaliste.

A l'automne dernier, les sociétés pétrolières ont simulé une pénurie, puis augmenté les prix du pétrole en prenant pour prétexte la décision des pays arabes de restreindre leurs exportations vers les Etats qui soutiennent Israël, puis la décision pourtant bien légitime des pays producteurs d'augmenter leurs revenus. Et cette décision a suffi pour casser le rythme de la croissance, celui de la société d'abondance et pour provoquer une crise dans certains secteurs (automobile et aéronautique en particulier). Il s'agissait donc d'essayer de mettre un peu d'ordre dans tout cela et d'« harmoniser » les politiques des différents pays capitalistes pour éviter à l'ensemble du système des heurts, des difficultés, des conflits.

La conférence s'est terminée pour Kissinger par un demi-échec : il a obtenu son comité de coordination, qui sera un instrument de pression contre les pays producteurs de pétrole. Mais l'« harmonisation » des politiques capitalistes n'est pas du tout acquise : dans la jungle, seule la loi du plus fort s'applique, elle n'a rien à voir avec quelque coordination que ce soit.

Face à Kissinger, Jobert personnifiait le capitalisme du XIX^e siècle, quand dans un même pays, au-delà de leurs divergences, les différents éléments de la classe dominante avaient des intérêts à préserver en commun (le fameux « intérêt national ») contre le patronat des pays voisins. L'objectif de Jobert était de préserver par priorité l'approvisionnement énergétique des entreprises situées en France, et de refuser tout ce qui pourrait être favorable à la communauté capitaliste, mais exigerait des sacrifices de la part du patronat national. Pour lui, c'est un échec total : après avoir assuré qu'il ne se rendrait pas à Washington, il a finalement dû y aller, et il s'est retrouvé complètement isolé face à la coalition de ses partenaires.

Il va découvrir maintenant qu'il n'a pas les moyens de sa politique et qu'on ne peut pas à la fois servir le capitalisme, et en refuser les conséquences. Le patronat national n'a plus les moyens de ses ambitions : il n'a pas la taille nécessaire pour se rendre indépendant des grandes firmes. Comme sous de Gaulle naguère, et malgré quelques rodomontades pour la galerie, il devra bien en définitive se soumettre aux décisions de Kissinger.

mensonges

Le grand absent, à Washington, a été la Communauté Economique Européenne : non seulement les neuf ministres européens n'ont pas été capables de définir une attitude différente de celle des Etats-Unis, mais ils n'ont même pas pu défendre la position qu'ils avaient adoptée en commun quelques jours auparavant. Cela prouve une fois encore que l'Europe capitaliste n'existe pas, que les différents patronats d'Europe n'ont entre eux que des divergences mais aucun intérêt commun qui les distingue, globalement, du patronat américain ou japonais.

Cela prouve que le Marché commun n'est que la juxtaposition d'appétits divergents qui ne pourra jamais constituer un pôle politique indépendant des Etats-Unis, ou de qui que ce soit.

Cela prouve enfin que la propagande officielle n'est que mensonges quand elle essaye de faire croire que le Marché commun permet de construire l'Europe. Le capitalisme national est une réalité même s'il est en pleine décadence (et la mésaventure de Jobert le prouve) ; le capitalisme a une communauté d'intérêts à l'échelle mondiale (le demi-succès de Kissinger en est l'illustration). Le capitalisme européen, cela n'existe pas.

champ libre

Seulement, trois échecs du capitalisme ne font pas nécessairement une victoire socialiste, et en définitive, la conférence de Washington aura pour effet essentiel de laisser le champ entièrement libre aux grandes sociétés pétrolières : c'est-à-dire d'accélérer la concentration industrielle, d'aggraver l'inflation, de multiplier les licenciements et d'accroître le chômage.

Pour faire échec à ces grandes firmes, il faut s'en donner les moyens, Jobert est en train d'en faire l'expérience. Cela signifie d'abord qu'il faut être à même de lutter à une échelle suffisante.

Pourtant, l'évolution du problème pétrolier au cours de ces derniers mois a montré que l'Europe est, virtuellement, une réalité. Dans tous les pays d'Europe occidentale, le système de production est fondé sur une énorme consommation d'énergie, largement dépendante de l'approvisionnement en pétrole, qu'aucun de ces pays ne produit pratiquement sur son territoire. L'ensemble de la population de l'Europe occidentale a en commun des besoins identiques et un égal degré de dépendance.

Mais l'Europe n'est pas seulement une communauté de besoins : en conjuguant les moyens des différents pays qui la composent, elle pourrait parfaitement se rendre indépendante, en échangeant avec les pays producteurs de pétrole les biens qui leur sont nécessaires pour réaliser le type de développement qu'ils ont choisi.

Seulement, cette indépendance à l'égard des Etats-Unis ou des firmes pétrolières suppose, tout comme la construction de l'Europe, le refus des mécanismes du marché. Elle exige que les objectifs de la production soient déterminés, non la recherche du profit maximum pour les entreprises, mais la satisfaction des aspirations des travailleurs. Elle n'est possible que si le pouvoir de décision est arraché aux trusts qui le détiennent.

En d'autres termes, l'indépendance est indissociable du socialisme ; et pour s'opposer à des puissances telles que celles des firmes pétrolières, il faut le construire à l'échelle de l'Europe.

Bernard JAUMONT ■

en bref

● **SALVADOR PUIG ANTICH** est à présent définitivement condamné à mort, le « Conseil Suprême de justice militaire » en ayant ainsi décidé. Désormais, il n'y a plus que Franco pour appeler — ou non — le bourreau à son épouvantable besogne. Tragique absurdité de l'Histoire, c'est encore, une fois de plus, entre les mains sanglantes de l'assassin du peuple espagnol, que se trouve remis le sort d'un homme, d'un révolutionnaire. C'est entre ces mains-là que finit par aboutir notre rage et notre impuissance. Impuissance, il faut bien le reconnaître, à lever l'opinion et même à crier notre propre indignation avec la force qui conviendrait à l'injustice. Mais dans cette attente de la révolution à venir, nous élèverons encore notre voix vers l'Espagne et Puig Antich en nous joignant à la manifestation qui est en préparation. Restez en contact quotidien avec le parti !

● **ITALIE** : on a l'impression que la vague de scandales et de révélations qu'a clôturée la révocation du procureur Spagnuolo, spécialiste de l'étouffement des dossiers et de l'effacement des preuves sonores de culpabilité dans le monde politique italien, ennuie un peu tout le monde. Les grandes formations politiques italiennes (qui, mis à part le P.C., ont toutes plus ou moins bénéficié de « largesses »), se sont montrées excessivement discrètes en effet durant la crise déclenchée. D'autant plus que de l'autre côté des Alpes, la « stratégie du compromis historique » a déjà fait son chemin : sans aller jusqu'à parler

d'union sacrée, les principaux partis et les directions syndicales font tout ce qu'ils peuvent pour ne pas gêner le gouvernement dans ses difficultés actuelles...

Mais les travailleurs n'en oublient pas pour autant leurs problèmes d'existence et de conditions de travail : une grève générale de quatre heures aura lieu le 27 février — c'est le minimum que les syndicats pouvaient décider face à la dégradation de la situation économique. Rien n'assure que les travailleurs italiens en resteront là.

Il n'empêche que, là comme en Angleterre, la perspective d'une véritable alternative au régime actuel fait cruellement défaut et que, d'autre part, la présence d'un mouvement fasciste puissant, disposant de toute évidence d'appuis ou de complicités dans la Démocratie chrétienne, suscite les plus vives inquiétudes pour l'avenir. Combien de temps l'Italie maintiendra-t-elle l'équilibre instable qui est le sien actuellement ?

D'autres nouvelles inquiètent : l'arrestation, en juillet 1972, de Giovanni Marini, anarchiste italien accusé d'avoir tué le dirigeant fasciste local Falvella à Salerne, alors qu'il tentait de sauver un de ses camarades, poignardé par les fascistes. Sa détention, depuis lors, dans des conditions d'hygiène et de répression physique et morale scandaleuses (« cage à tigres », coupure de tout contact extérieur, absence d'assistance juridique), son transfert d'une prison à l'autre, qui le précipitait d'un enfer à un autre, son procès fixé au 20 février 1974, qu'il devra affronter malade, à demi aveugle, et physiquement menacé, y compris dans son cachot par ses

Bienvenue à l'ambassadeur de Pinochet !

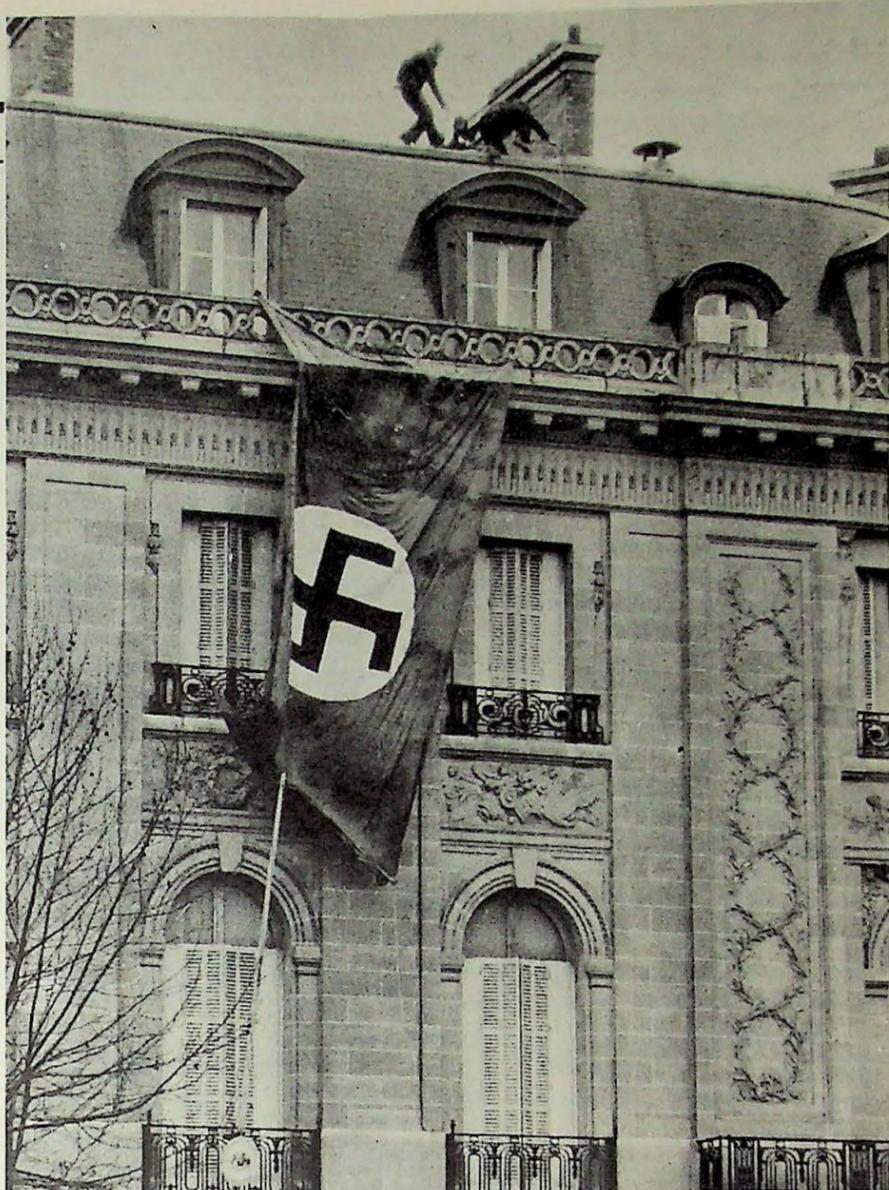
BIENVENUE à son Excellence l'ambassadeur de la junte-grille du Chili ! On ne pouvait mieux honorer la venue à Paris de Fernando Duran Villaréal qu'en déployant, comme l'on fait le 15 février des camarades du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, un drapeau nazi sur la façade de l'ambassade.

Outre la valeur hautement symbolique d'une telle action, il faut aussi saluer l'exploit : faire ça en plein jour, à la barbe des flics postés en permanence devant cette succursale du fascisme, chapeau camarades ! C'est Pinochet et Marcellin qui doivent être contents... Et puis aussi le Duran Villaréal en question, un qui a bien mérité « de la cause » : c'est un journaliste du « Mercurio » dont il était directeur

de l'édition de Valparaíso — ce fief de la marine putschiste. Sa servilité ne détonnait en rien sur le journal de la bourgeoisie chilienne qui ne relâcha jamais sa hargne contre le gouvernement Allende et le peuple du Chili.

Ami intime de l'archevêque de Valparaíso, Ruiz Tagle, qui représente l'aile intégriste et fasciste de l'Eglise, Duran Villaréal est considéré au Chili comme le double de l'amiral Toribio Merino, plus connu sous l'appellation de « tête de coyote ».

Nous croyons pouvoir inviter nos lecteurs à une fête qui est prévue en l'honneur de l'envoyé de Pinochet, le samedi 23 février. Discretion de rigueur. Cartes d'invitation à retirer au comité de soutien, 2, rue de Vauvilliers - 75001 PARIS - Tel. : 236-47-15.



adversaires, tout cela alors que les fascistes agresseurs de ses camarades n'ont pas été poursuivis, qu'ils continuent de parader dans les rues, que Pietro Valpreda est resté deux ans en prison avant que les auteurs de l'attentat de Milan — des fascistes justement — soient traduits en justice.

Pour éviter que certains tentent d'en finir avec Marini comme ils l'ont fait avec Pinelli (compagnon de Valpreda « défenestré » au commissariat de Milan), il faut nous mobiliser : comme Puig Antich, Marini a droit à notre solidarité. C'est pourquoi le PSU prend contact avec la Fédération anarchiste et « Lutte Ouvrière », qui souhaitent qu'une action efficace se développe pour sauver Marini.

● **TOUJOURS DU COTE REPRESENTATION** et pour essayer de faire face : un événement très important du 23 au 26 février, à Bièvres (centre de la Roche-Dieu, route de Vauvilliers) : un colloque international très vaste et très représentatif sur l'expérience tchécoslovaque et la situation là-bas. Le PSU y sera, bien entendu. (Voir au calendrier politique).

● Le déroulement de la campagne électorale en **GRANDE-BRETAGNE** semble devoir donner raison à ceux qui pronostiquaient une victoire conservatrice. M. Heath, plus à l'aise pour poursuivre une politique qu'il a déjà entamée en cassant les reins au mouvement syndical, marque des points sur M. Wilson, en glissant dans un programme finalement peu différent de son adversaire. Les libéraux de M. Thorp

pourraient, dans un certain nombre de cas, avoir à arbitrer favorablement le duel des deux grands partis.

Pendant ce temps, la grève des mineurs se poursuit et le climat économique se dégrade chaque jour un peu plus, donnant à tous le sentiment que l'affrontement électoral est déconnecté par rapport à une situation imposée en grande partie de l'extérieur... Inflation considérable (+ 12% pour les prix) ralentissement de l'activité : la stagflation en Angleterre, en Allemagne (1,2 millions de chômeurs) aux Etats-Unis prend une réalité pas seulement théorique. Quant à la France... des indices sérieux permettent de penser que l'aggravation de la crise va la toucher très prochainement, malgré les déclarations lénifiantes du gouvernement.

● **UNE NOUVELLE « REVOLUTION CULTURELLE »** a-t-elle débuté en Chine ? Les critiques contre le film d'Antonioni avaient relancé l'activité polémique de la Chine à l'extérieur. C'est à présent une vaste offensive qui s'étend pour discréditer définitivement Lin Piao liée à la dénonciation de la pensée de Confucius.

Des rapports dignes de foi font, en tout cas, mention d'une activité politique intense et de la reprise des luttes qui avaient marqué la révolution culturelle dès 1965. On ne peut manquer d'être frappé par le caractère constant et énergique de la politisation des masses chinoises, ainsi que par la volonté manifestée de ne jamais « s'endormir » et de toujours remettre en question les vérités acquises. Il est difficile de juger cependant la spontanéité des manifestations actuel-

les, de même que la soudaineté et la violence des attaques qui sont prononcées à présent contre d'anciens dirigeants du Parti peut surprendre. Mais si la campagne en cours se traduit par une progression qualitative de la conscience de masse à travers ce biais, elle pourrait se révéler positive pour faire progresser le socialisme dans les comportements et des mentalités. Nos camarades de « DCL » qui se rendront en Chine dès cette année auront sans doute à cœur d'étudier ce problème.

● On s'excuse aussi de signaler qu'à nouveau des millions d'hommes vont **MOURIR DE FAIM EN AFRIQUE** : la sécheresse y sera plus dramatique que l'an dernier. Mais comme l'opinion internationale a laissé faire en 1973, il serait étonnant qu'elle agisse en 74. Dire que l'on s'habitue à cela ! D'ailleurs, il est des phénomènes climatiques qui ne constituent pas une catastrophe pour tout le monde : les autorités du Mali, grâce à la sécheresse, vont pouvoir éliminer les Touaregs, nomades et mal intégrés à la culture et aux mœurs de la population du pays et à laquelle des heurts sanglants l'ont opposé dans le passé. Comment ? En ne distribuant pas les secours et en faisant du désert malien une zone interdite : les Touaregs crèveront de faim derrière le « rideau de sable » en venant se cogner comme des papillons aux limites de la ville, gardées par des militaires. « Et s'ils s'approchent trop près, chef ?... »

— Compris, chef. Alors, solution finale, chef ». C'est comme on dit. Ce sont des nomades, non !

Daniel LENEGRE ■

GONZALO ARROYO
Ayant vécu aux côtés
du Président Allende dont
il fut l'ami, l'expérience de
l'Unité Populaire

raconte
commente
analyse...

Le Coup d'Etat au Chili

104 pages
12 F

collection
TERRES DE FEU

CERF

dessin de PLANTU

Henry Kissinger

ou salut l'artiste ! (suite)

Henry Kissinger, le petit émigrant juif de Fürth, le jeune professeur de Harvard, le playboy d'Hollywood, le James Bond de la diplomatie américaine, est aussi un bureaucrate que gêne le contrôle de l'opinion publique. Dans la deuxième partie d'une étude sur celui que l'on a surnommé « le président Kissinger », notre correspondant aux Etats-Unis examine les fondements de sa politique étrangère.

HENRY Kissinger a toujours nié que son enfance en Allemagne nazie ait influencé de quelque façon que ce soit ses conceptions de politique étrangère. On trouve même sous sa plume ce jugement pour le moins surprenant : « En 1936, personne ne pouvait savoir si Hitler était un nationaliste incompris ou un fou. » Diantre ! Toujours est-il que Kissinger a hérité — soit des souvenirs de sa jeunesse, soit de sa formation ultérieure, peu importe — d'une hostilité profonde à l'égard de ce qu'il appelle « l'idéologie ».

« L'idéologie », pour Henry Kissinger, est ce phénomène de politique intérieure qui pousse une nation, pour des raisons strictement internes, à venir troubler l'ordre international. Et dans le « système Kissinger », il n'y a rien de plus haïssable. « Quand un ou plusieurs Etats proclament la validité universelle de leur structure individuelle », écrit-il, « les schismes deviennent profonds. En ce cas, la structure interne ne devient pas seulement un obstacle à la compréhension, mais l'une des questions majeures des relations internationales. »

Et, comme par hasard, ce reproche adressé à l'idéologie fonctionne à sens unique, puisqu'il n'y a, dans le monde actuel, qu'une idéologie : le communisme international. Kissinger poursuit son raisonnement et affirme : « Pour atténuée qu'elle soit, l'idéologie communiste est en partie responsable des tensions internationales », et termine sur ce paragraphe qui est un petit chef-d'œuvre : « L'essence du Marxisme-Léninisme — et la raison pour laquelle une diplomatie normale avec les Etats communistes est si difficile — réside dans l'idée que des facteurs « objectifs » comme la structure sociale, le développement économique, et principalement, la lutte des classes, sont plus importants que les convictions personnelles des hommes d'Etat. »

Il y a en fin de compte deux choses qui étonnent dans la réputation d'Henry Kissinger : qu'il ait pu passer pour un pacifiste et pour un génie intellectuel.

Le « système Kissinger » n'est qu'une version réaliste et améliorée de la guerre froide ; l'équation est simple : l'idéologie est néfaste à l'ordre international, or l'idéologie est communiste, donc le communisme, voilà l'ennemi ! (A noter que les régimes fascistes, qu'il s'agisse de la

Grèce ou du Chili, du Portugal ou du Sud-Vietnam, ne gênent pas le bon Docteur : au contraire, leur « stabilité » intérieure est une garantie diplomatique.)

ahurissant

S'il n'a pas l'enthousiasme anti-communiste d'un Foster Dulles, il reste du camp des « faucons » en ce qui concerne la dissuasion nucléaire. L'un de ses premiers travaux publics, alors qu'il servait de conseiller à Nelson Rockefeller, intitulé *Armes Nucléaires et Politique Etrangère*, contient ces propos ahurissants : « Une guerre qui aurait commencé comme guerre nucléaire limitée aurait l'avantage (sic) que ses limites auraient pu être établies — et ce qui est plus important, comprises — bien avant les hostilités. Dans un tel conflit, toutefois, les options de l'agresseur sont en petit nombre. Alors que dans une guerre conventionnelle, on a le choix entre poursuivre la guerre avec ses restrictions existantes ou risquer une extension de la guerre limitée, dans un conflit nucléaire, le choix est beaucoup plus difficile à faire entre la guerre existante et l'extension du conflit... »

Que l'on puisse tranquillement débattre des « avantages » d'une guerre nucléaire « limitée » et d'un conflit nucléaire généralisé, jette des doutes sérieux sur les capacités intellectuelles de son auteur — fût-il prix Nobel de la Paix ! Les premiers travaux historiques sur le rôle de Kissinger dans les négociations de Paris sur le Vietnam commencent d'ailleurs à souligner sa compréhension fort limitée du problème.

Certes, Kissinger avait compris depuis longtemps que les Etats-Unis ne pouvaient pas gagner militairement la guerre, mais il était indispensable à ses yeux, pour préserver la « crédibilité » américaine auprès de ses alliés de par le monde, de donner aux Etats-Unis une sortie « honorable », c'est-à-dire de laisser s'écouler ce qu'il appelait « un délai décent » entre le départ des troupes américaines et la chute du régime Thieu. Incapable d'avoir la victoire militaire, il voulait cependant la victoire politique. David Landau, l'un des analystes les plus lucides de la politique d'Henry Kissinger, écrit : « En dépit de l'objectif déclaré de Kissinger de mener une politique non-idéologique, le Vietnam a démontré comment une quête prétendument non idéologique de la crédibilité s'est transformée rapidement en une rigidité obstinée et fanatique, qui ne peut être analysée qu'en termes idéologiques. Et en dépit de l'espoir entretenu par Kissinger que la politique vietnamienne du président Nixon démontrerait que l'Amérique conservait la capacité d'agir comme le gardien de la politique internationale, la leçon primordiale du Vietnam reste que l'Amérique doit modifier ses objectifs globaux, doit reconnaître qu'elle ne peut pas imposer sa loi à tout instant dans le monde. Et le Vietnam démontre avec force que si l'Amérique ne le reconnaît pas d'elle-même, les autres l'y forceront. »

Ce fanatisme politique et cette obstination bureaucratique de celui qui veut forger son schéma intellectuel sur la réalité expliquent en partie la reprise des bombardements sur Hanoi à la Noël 1972. Et je ne suis pas sûr que s'il n'y avait pas eu des prisonniers de guerre américains dans les prisons nord-vietnamiennes, Henry Kissinger n'aurait pas essayé de vérifier ses « théories » sur la guerre nucléaire limitée.

L'impuissance dans laquelle Watergate a réduit Richard Nixon, lui laisse les mains pratiquement libres sur la scène diplomatique. Ainsi, une enquête récente de la chaîne de télévision CBS affirme que la récente alerte généralisée des forces armées américaines, le 25 novembre dernier, était presque entièrement son œuvre. (Ce qui explique peut-être son indignation vertueuse quand une majorité de l'opinion et de la presse avait cru qu'il s'agissait d'une opération de diversion ; sous-entendu : comme si Nixon pouvait encore prendre des mesures de politique étrangère...)

Et s'il a, cette année, supplanté Richard Nixon en tête de la liste des hommes les plus admirés par les Américains, les critiques commencent à se faire entendre : on dit notamment qu'il s'investit tellement à fond dans un problème ou dans un conflit qu'il néglige le reste de la politique étrangère, contraignant la diplomatie américaine à courir après les crises plutôt qu'à leur faire face.

« Dear Henry » n'a pas que des amis à Washington et on vient d'apprendre que le Pentagone le faisait espionner par un agent de liaison qui transmettait à l'amiral Moorer, chef d'état-major, les comptes rendus des délibérations les plus confidentielles du Conseil national de sécurité.

Il semble aussi qu'il ne jouisse pas d'une confiance illimitée dans les milieux industriels et financiers puisqu'il a été révélé — et le Pentagone n'a pas démenti — que pendant la guerre du Kippur, les dirigeants des grands trusts pétroliers américains avaient donné à l'Arabie Séoudite des instructions pour restreindre sérieusement les livraisons du pétrole destinées à l'armée américaine... Ces messieurs d'Exxon ou de la Gulf Oil n'avaient manifestement aucune envie que dear Henry vienne leur coller une nouvelle guerre du Vietnam au beau milieu de leurs champs de pétrole.

apprenti-sorcier

Certains se félicitent à haute voix qu'une disposition de la Constitution interdise aux Américains naturalisés d'accéder à la présidence. Henry Kissinger est parvenu aujourd'hui au faite de sa puissance : il ne peut pas monter plus haut. Par une certaine ironie du sort, il se trouve dans la même situation que ces leaders du tiers-monde dont il écrit avec condescendance : « Les leaders charismatiques des pays neufs sont comme des funambules — un seul faux-pas et ils tombent de leur perchoir. » Pour Kissinger aussi, la roche Tarpéienne est près de Capitol Hill...

Qui est Henry Kissinger ? Un illusionniste de talent. Un homme qui sait jeter sa vie privée en pâture à l'opinion pour mieux cacher sa vie publique. Un diplomate qui a l'art de présenter comme un succès négocié la concession forcée faite aux dures réalités « objectives ». Un bureaucrate qui a du style et peut passer pour un théoricien parce qu'il a la chance d'appartenir à l'Administration la plus médiocre de l'après-guerre et qu'il excelle dans la généralisation hâtive, mais bien tournée. Un apprenti-sorcier dangereux parce qu'il est prêt à bien des choses pour avoir raison en fonction d'un schéma qu'il a lui-même tracé ; et si la réalité ne se plie pas aux projets d'Henry Kissinger, Henry Kissinger saura bien amener la réalité à la raison. A coups de guerre nucléaire « limitée » si nécessaire : le bouton rouge est à sa portée. Quelle ironie tragique que d'avoir pris sa politique pour celle de la « détente », quand elle est au contraire celle du doigt sur la détente !...

Les jurés norvégiens du prix Nobel de la Paix porteront devant l'Histoire la lourde responsabilité d'avoir contribué à accréditer l'image d'un Henry Kissinger messenger-de-la-paix. Chaque fois qu'on le montre à la télévision faire des briefings aux journalistes, avec son air ennuyé, son ton monocorde et son accent à la Eric von Stroheim, je revois, à la fin du film de Stanley Kubrick, le Dr Folamour sauter à pieds joints, tandis que son bras droit s'agit dans un salut hitlérien mécanique et qu'il crie : « Je peux marcher, mein Führer ! »

Décidément, il y a des jours comme ceux-là où l'on ne peut s'empêcher de regretter un peu d'être tous des juifs allemands...

Jean-François MERLE,
(New York, janvier 1974.)



autopsie d'un pauvre type

LUCIEN Lacombe fait parler de lui. « Le Monde » lui offre sa première page. « Charlie Hebdo » et « Libération » lui font la gueule. Pierre Vianson-Ponté — Sirius assis — lui consacre une chronique. C'est que Lucien Lacombe est un jeune homme difficile.

Lucien Lacombe, c'est le « héros » du dernier film de Louis Malle. Un gosse tour à tour cruel, niais et bonasse qui, en 1944, entre dans la Gestapo pour sortir de l'hospice où il passait la serpillère. A dix-sept ans, il fait l'expérience de la puissance. C'est facile quand on n'a jamais eu d'argent et quand on a vécu dans une bourgade à l'écart du monde — et déjà de la guerre — de devenir un tortionnaire : le fric, le revolver, les gens qui vous craignent...

Louis Malle a-t-il voulu réhabiliter un collaborateur ? C'est ce que pensent Delfeil de Ton et « Libé ». Car ce film, chef-d'œuvre de froideur, ne donne pas envie de haïr Lucien Lacombe. La description qui est faite du jeune homme n'appelle jamais aux grands sentiments. On sort de la salle avec un hochement du cœur : pas possible d'éprouver de la haine. Alors, comment joindre les deux

éléments de l'histoire ? D'un côté, le fascisme ordurier sur lequel nous sommes tous bien d'accord et de l'autre, tout en bas de la chaîne, ce pauvre type...

« Charlie » et « Libé » se dressent et pointent un doigt accusateur : halte-là. Louis Malle veut blanchir les salauds ! Il veut montrer que, tout compte fait, ce Lucien Lacombe n'était pas si mauvais. Mais « Charlie-Hebdo » ne se laissera pas prendre : un jugement moral, c'est à la portée de tout le monde, et même sans formation, et même dans cette France de 1944, écrasée par la propagande, c'est à la portée de n'importe qui que de savoir choisir le bon camp.

Entre les maquisards qui tuent et la Gestapo qui tue, bien entendu, moi, en 1974 à 27 ans, je choisis sans hésiter. Mais je ne sais pas si en 1944 à 17 ans, j'aurais été cette super-vedette de l'intelligence qui se libère de son moule et fonce vers l'azur.

Ceci pour le cas où Louis Malle aurait voulu réhabiliter Lucien Lacombe. Ce qui, d'ailleurs, n'est pas sûr, car il prend soin de ne jamais nous le rendre sympathique.



Il faut donc voir ce film autrement, quoi qu'il ait voulu prouver Louis Malle. Lucien Lacombe nous ramène à la réalité du combat politique. Nous ne nous battons pas, en effet, contre des individus révoltants, mais contre un système social révoltant. Dans le camp capitaliste, il y a des braves gens, des naïfs, des mal informés qui y croient, des brutes primaires et — paraît-il — des patrons chrétiens torturés. Il y a aussi des exploités à bonne conscience. Bref, ce ne sont pas nécessairement des hommes qui

nous soulèvent le cœur. Et quand cela serait, il vaut mieux diriger nos coups sur ce qui dépasse ces hommes-là, et les fait tels qu'ils sont.

Il faut remercier Louis Malle pour cette froide et triste autopsie d'un pauvre type. Il nous a épargné le lyrisme et les torrents de larmes et les frissons. Merci, nous sommes assez grands. Et pas démobilisés.

Jacques BERTIN. ■

vite dit

LA CULTURE A LA GORSE

GORSE, ministre du Travail et maire de Boulogne-Billancourt, avait décidé de mettre au pas la maison des jeunes de sa ville. Sans préavis, il a supprimé les subventions municipales et exigé l'évacuation des locaux (automne 1973).

Le 17 janvier, le tribunal des référés a donné tort au ministre : il n'y aura pas d'expulsion. C'est une première victoire. Mais Gorse refuse toujours de verser les subventions auxquelles la MJC a droit. (Soutien : MJC, 152, rue de Sully, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 605-65-05).

Il faut rappeler, une fois encore, que les MJC sont gérées par des conseils d'administration où siègent les autorités de tutelle (ministère, municipalités, etc.), et les représentants des adhérents. Seuls les CA sont habilités à mettre en cause la gestion des maisons. S'attaquer aux MJC dont les statuts sont parfaitement pluralistes, c'est faire la preuve qu'on ne supporte pas la démocratie.

M. Gorse, qui a un sens particulier de l'humour, a organisé le 31 janvier dans les salons de l'hôtel de ville une conférence du cardinal Daniélou sur le thème : « Crise de la culture ? ». Les bourgeois de Boulogne auront ainsi pu s'interroger gravement sur ce qui est une certitude pour les jeunes de la rue de Sully.

FRANÇOIS BERANGER

BRUNO Coquatrix, maire UDR de Caubourg et directeur de l'Olympia, est bon commerçant. Pour gagner des sous, il programmerait ses pires ennemis, preuve qu'il n'est pas sectaire !

Dimanche, 24 février, il programme François Béranger que nous connaissons parce qu'il est des nôtres quand il y a de la bagarre et que nous ai-

mons parce qu'il écrit des chansons où on rigole. Un récital unique à 18 heures. Nous y serons.

AMOUROUX TOUJOURS

DEPUIS le 15 février, Henri Amoureux, ancien patron de « Sud-Ouest », est le patron de « France-Soir ».

A l'occasion de cette promotion bien méritée, nous nous permettons de vous conter l'aventure vécue par un journaliste de « Sud-Ouest ».

Elle était spécialiste de la radio-télé à la rédaction parisienne du quotidien. Après deux ans de présence, elle s'est aperçue que son employeur ne la déclarait pas à la Sécurité Sociale. Elle protesta. Amoureux tergiversa plusieurs mois et comme elle protesta encore, il menaca de la muter à Bayonne (800 km de son domicile, histoire de la faire démissionner). La jeune femme porte l'affaire devant les Prud'hommes. Une séance de conciliation a lieu : la direction accepte de respecter la législation.

Le lendemain même, le poste qu'occupait la journaliste est supprimé et on lui fait faire un travail de secrétaire.

Le temps passe et Amoureux ne se décide toujours pas à régulariser la situation. La journaliste l'assigne devant les Prud'hommes. Séance fixée au 14 février. Malheureusement ce jour-là, voyez comme c'est dommage, l'avocat du patron a justement un accident de voiture. L'affaire est repoussée au mois d'octobre.

Le 15 février, sauvé par le gong, Henri Amoureux est rentré à « France-Soir ». Nos félicitations.

LA PROPAGATION DE LA FOI

MESSMER crée un nouvel office de la propagande. Bon. Mettons les choses au clair : chaque ministre a son service de presse ; le Pré-

sident à son service de presse ; le ministre de l'Information fait la propagande du régime ; l'ORTF est au garde-à-vous. Le gouvernement, par l'intermédiaire de la SOFIRAD, contrôle Europe 1 (47 % des voix au conseil d'administration) et Monte-Carlo (84 % des actions). Reste la presse. Elle appartient aux capitalistes, comment pourrait-elle parler « objectivement » de la lutte qui oppose le capitalisme et ses adversaires ?

Si donc Messmer crée un nouvel organisme de propagande, on ne va pas crier tout d'un coup, aujourd'hui, là, subitement, hein !

LE DEBILE ET LE COCKTAIL MOLOTOV

IL y avait jadis un seul syndicat des artistes, le S.F.A., affilié à la C.G.T. Comme il faisait trop de politique aux yeux de quelques-uns, ces quelques-uns ont créé l'U.S.A.D., syndicat vaguement apolitique. N'importe quel ministre de la Culture un peu intelligent aurait biché : « Je favorise ces nouveaux interlocuteurs peu dangereux de manière à casser le S.F.A. ».

Eh bien, Druon voit les choses autrement. Du haut de sa statue équestre, le Grand Homme d'Etat vient de refuser de recevoir une délégation de l'U.S.A.D. parce qu'un de ses membres avait participé à une manifestation contre lui, Druon.

Le Grand Homme d'Etat qui ressemble un peu, il faut le dire, à un surveillant général, a ensuite déclaré qu'il recevrait le fautif si celui-ci lui adressait une lettre d'excuse. L'U.S.A.D., où on n'est quand même pas totalement abruti, vient d'écrire au ministre : « Nous attendrons patiemment la nomination de votre successeur ».

Presse-toi pas Pompidou ! C'est tellement rare qu'un ministre fasse à ce point l'unanimité contre lui, presse-toi pas. Laisse-nous encore Druon, s'il te plaît : il doit bien rester une gaffe à

faire. Après le coup de la sébille et du cocktail-molotov, après la démission du Conseil Culturel (1), après la démission d'André Astoux (2), après le coup des statues équestres, on scrute voir quel sera le prochain gag.

Une suggestion : il y a une « commission d'aide aux compagnies dramatiques » chargée de distribuer trois millions entre une centaine de jeunes troupes ! (pour mémoire, le Grand Théâtre de Bordeaux a une subvention municipale de neuf millions). Vous voyez comme le jeune théâtre est aidé en France. Nous suggérons à Druon de s'attaquer aux jeunes troupes pour leur boucler définitivement le bec. Les trois millions économisés pourraient servir à tellement de belles statues !

J.B. ■

(1) Présidé par Pierre Emmanuel, créé au temps de Chaban, c'était le dernier carré des intellectuels du régime. Il donnait des conseils à Druon. Druon ne supportait pas.

(2) Directeur du Centre National du Cinéma, dépendant du ministère des Affaires Culturelles.

TEP
direction qui relance le théâtre national

du 22 février au 24 mars

LE CAVALIER SEUL.
AUDIBERTI

Par la Compagnie du Cothurne
Mise en scène : Marcel Maréchal
17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

4

questions à Albert Detraz

1 La CFDT vient d'organiser le premier des quatre colloques sur l'autogestion avec la participation du PS, du PSU et du CLAS. Quel est, pour vous, le sens de cette initiative ?

Albert Detraz : L'idée de ces colloques remonte à plus d'un an. A l'origine, la C.F.D.T. a pris l'initiative de proposer à toutes les organisations qui se sont nettement prononcées pour l'autogestion, c'est-à-dire le P.S., le P.S.U., les organisations du C.L.A.S., d'organiser ensemble une série de colloques afin de débattre de l'autogestion. Il s'agissait de choisir un certain nombre de sujets et de les approfondir par l'apport respectif des uns et des autres.

Les colloques, dont le premier vient de se tenir, sont organisés sur la base de l'idée de départ mais, pour différents problèmes qu'il serait trop long d'indiquer ici, la C.F.D.T. se trouve être la seule organisation responsable et invitante. Par contre, les rapports ont été préparés par un travail commun. Il y a donc dans ces colloques une puissance invitante, la C.F.D.T., des organisations participantes, celles que je viens d'énumérer, et des formations, personnalités et groupements invités à en suivre les travaux.

L'objet de ces colloques, c'est d'échanger des idées, des propositions entre organisations s'étant prononcées pour l'autogestion, ayant donc déjà suffisamment travaillé, réfléchi, pensé pour dépasser le simple stade informatif sur ce sujet afin d'engager d'emblée un débat constructif.

Le mouvement autogestionnaire n'avait pas eu jusqu'ici, ou très peu, l'occasion de se réunir en colloque de travail pour débattre, échanger et confronter.

Ces colloques, il doit y en avoir quatre, s'inscrivent comme une contribution positive à une recherche sur l'autogestion, c'est pour nous le point de départ d'une confrontation plus large.

2 Le PC et la CGT n'ont pas été invités à ces colloques. Ils reprochent à la CFDT de vouloir ressusciter, par le biais d'un « courant autogestionnaire », une division au sein de la gauche. Cette attaque vous semble-t-elle fondée ?

A. D. : Cette attaque n'est pas fondée, c'est une mauvaise querelle, la C.F.D.T. n'a pas de leçon à recevoir en matière d'action unitaire.

l'espérance autogestionnaire

Je viens de rappeler dans quel esprit sont organisés ces colloques, ils n'excluent personne puisqu'ils sont réservés aux partis, groupements, formations et syndicats qui se réclament de l'autogestion et qui ont, de ce fait, élaboré des textes, publié des documents, avancé des propositions et des idées sur le sujet.

Ceci étant dit, ces colloques ne sont pas exclusifs d'autres initiatives en la matière, nous sommes prêts, à la C.F.D.T., à débattre de l'autogestion avec le P.C.F. et avec la C.G.T., mais on nous reconnaîtra, je suppose, le droit d'en discuter comme bon nous semble avec d'autres et sous des formes dont nous sommes seuls juges.

L'union de la gauche ne saurait être paralysante et étouffante mais, bien au contraire, dynamique et novatrice.

Par ailleurs, il existe un mouvement autogestionnaire, pourquoi ne pourrait-il pas se réunir sans porter atteinte à l'union de la gauche ? Qui prétend juger de ce qui divise et de ce qui unit ? Nous ne souhaitons qu'une chose, c'est que le P.C.F. et la C.G.T. s'inscrivent dans cette orientation.

A ce sujet l'article de Paul Laurent dans « L'Humanité » du 15 février comporte une ouverture sérieuse de dialogue et nous nous en félicitons.

3 Lors de son dernier conseil national, la CFDT s'est déclarée prête à élaborer une plateforme intersyndicale et à ouvrir une confrontation avec les partis politiques de gauche. Les signataires du Programme commun ont, eux, proposé une plateforme d'objectifs concrets. Le PSU, lors de son Conseil national, avait lancé l'idée d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste. Quelle est votre attitude par rapport à ces différentes propositions ?

A. D. : La démarche de la C.F.D.T. n'est pas celle du Programme commun, pas plus que celle du P.S.U. C'est une démarche syndicale, c'est-à-dire que cela suppose, pour la C.F.D.T., comme le déclare la résolution du Conseil National de janvier 1974 : « le maintien de sa capacité autonome d'action et de mobilisation, une maîtrise totale de sa décision en toute circonstance quel que soit le type de rapport qu'elle établit avec ses partenaires ».

Cette démarche privilégie la confrontation entre organisations syndicales (C.F.D.T., C.G.T., F.E.N.)

pour tenter d'élaborer une plateforme intersyndicale d'objectifs de transformation conduisant au socialisme, ce serait là, en cas de réussite, une importante contribution au débat entre forces populaires anticapitalistes.

Toujours dans ce cas, la C.F.D.T. considère que d'un tel débat pourra sortir un constat de convergences capable de rassembler et de mobiliser.

Comme on le voit, cette démarche n'est pas celle du programme commun. A son sujet je rappellerai que la C.F.D.T. le considère comme un fait politique important, il est bien de la responsabilité des partis de s'unir sur un programme à présenter aux électeurs, par contre il n'est pas de la responsabilité syndicale de se lier à un programme de gouvernement.

Quant à la stratégie d'union du P.S.U., elle procède d'une démarche politique, ce qui est normal pour un parti. Elle vise à ouvrir un débat général au sein des forces de gauche, entre partis et syndicats, et en essayant de réaliser leur unité autour d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste. Ce n'est pas notre position qui, je le rappelle, se présente en deux temps, la recherche d'une plateforme intersyndicale d'abord, et ensuite, à partir des objectifs de celle-ci, ouverture d'un débat avec les partis. La stratégie du P.S.U. brûle une étape !

Notre conception de l'union des forces populaires n'est pas une machine de guerre destinée à diviser la gauche, bien au contraire, c'est une proposition réaliste et en rapport avec la tradition française en matière de relations syndicats - partis pour essayer de la faire progresser dans une voie unitaire.

Dans le domaine de l'union de la gauche, il ne faut jamais oublier les fonctions propres aux partis et celles propres aux syndicats, toute confusion affaiblit l'union. La position de la C.F.D.T. tient compte de ces limites respectives. C'est, en définitive, dans le cadre de la situation française, le moyen le plus sûr, le plus adapté pour progresser d'une façon cohérente vers une convergence des positions et des stratégies.

Il est absolument devenu nécessaire que la gauche, tant politique que syndicale, invente aujourd'hui les formes et les moyens d'un rapprochement durable sur une base dynamique et offensive, dans ce domaine la CFDT vient d'apporter sa contribution.

Mais, bien entendu, la CFDT restetoujours prête à rencontrer à tout moment les partis de gauche chaque fois que les événements, l'actualité le nécessitent.



4 Un nombre croissant de mouvements de jeunesse, d'organisations d'éducation populaire font aujourd'hui le choix de l'autogestion. La décision de tenir, les 20 et 21 avril, des assises nationales pour l'autogestion est révélatrice de cette évolution. Il est relativement nouveau, au sein du mouvement ouvrier, que ce ne soit plus les seuls partis et syndicats qui prennent en charge un projet de société. Comment appréciez-vous ce phénomène ?

A. D. : Depuis le 16 mai 1968, où le conflit d'autogestion a resurgi dans un communiqué de la CFDT, cette aspiration n'a cessé de se développer. Nous étions seuls en mai à ressentir la profondeur de cette aspiration, nous l'avions approchée par intuition ; depuis l'autogestion a fait du chemin. Elle a gagné des partis politiques, des groupements populaires, elle chemine à travers des organisations syndicales, elle perce dans des organisations de jeunesse, elle sera demain l'axe de référence fondamentale de toute la gauche socialiste, c'est une idée force qui sous-tend une grande espérance de transformation de la société et de liberté humaine.

La CFDT, organisation de masse, n'a jamais sous-estimé l'apport de formations diverses de caractère social, culturel, d'éducation populaire ou autre, peu nombreuses en effectif mais riches en idées et en militants de valeur.

La CFDT n'a jamais été repliée sur elle-même mais a toujours eu une attitude ouverte et disposée au dialogue avec tous ceux qui agissent en responsables, réfléchissent, pensent, proposent et innovent dans le sens du socialisme.

C'est donc un bilan positif que nous pouvons faire aujourd'hui, sans se cacher qu'il reste encore beaucoup à faire et surtout à clarifier. L'autogestion n'est pas seulement un but, ce qui la situerait dans le domaine de l'idéal, de l'eschatologie, mais elle doit être inscrite dans les moyens pour la rendre concrète, réelle et présente dans l'action ; rien que ce sujet pourrait donner lieu à un vaste débat.

Puisqu'un phénomène est un fait en mouvement, eh bien, l'autogestion est en mouvement, elle est devenue un élément de réflexion de la gauche, on se détermine de plus en plus par rapport à elle, c'est la preuve qu'elle est porteuse d'une grande espérance d'avenir. ■